Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 15 octobre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°743 ■

SANTÉ

Lancement du programme national de greffe du foie en Algérie

P 16

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE ORGANISÉE HIER À L'APN

Les perspectives et défis de la finance islamique

Une journée d'étude consacrée à la finance islamique en Algérie a été organisée hier à l'Assemblée populaire nationale (APN) sous le thème « Perspectives et défis ». Cette initiative du Haut Conseil islamique a réuni parlementaires, experts et acteurs du secteur financier autour d'un thème désormais au cœur des réformes économiques nationales. P 3

COSOB

L'introduction de l'INSAG Education Group en bourse examinée

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a examiné lors d'une réunion du guichet unique du marché financier, la demande d'intention formulée par INSAG Education Group pour son introduction en Bourse, a indiqué, hier, la commission dans un communiqué.

P 2

MARCHÉ PÉTROLIER

Les prévisions de l'AIE

Le marché pétrolier mondial entre dans une phase d'excédent durable. Selon le rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publié hier, la production de brut poursuit sa progression alors que la demande mondiale montre des signes d'essoufflement. Malgré un léger rebond observé au troisième trimestre, la consommation reste freinée par le ralentissement économique, l'électrification croissante du transport routier et les gains en efficacité énergétique.

P 5

EMPLOI

Le ministre Saihi plaide pour la modernisation de l'ANEM

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a insisté, lundi à Alger, sur la nécessité de moderniser le service public, de placer le citoyen au centre des priorités dans le domaine de l'emploi et d'accompagner les demandeurs d'emploi, indique un communiqué du ministère.

P 3

TRANSITION NUMÉRIQUE

Mise en place prochaine d'un portail national P 5

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vers l'intégration de l'eSIM dans les offres de services P 2

HYDROCARBURES ET MINES

Volonté de bâtir des partenariats stratégiques entre l'Algérie et la Colombie P 16

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vers l'intégration de l'eSIM dans les offres de services

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé, lundi, une réunion avec le président de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), les représentants des opérateurs de téléphonie mobile et de l'Agence nationale des fréquences (ANF), consacrée à l'examen de l'intégration de l'eSIM dans les offres de services. A cette occasion, le ministre a souligné que cette technologie représente "un saut qualitatif dans les services de téléphonie mobile, car elle permet l'activation de plusieurs lignes sur un seul appareil sans carte SIM physique, contribuant ainsi à la simplification des procédures, à la réduction des importations de cartes SIM et au renforcement de la sécurité numérique", a expliqué le ministère dans un communiqué. L'adoption de l'eSIM s'inscrit dans le cadre de la "feuille de route de la transformation numérique qui accompagne les préparatifs du lancement du réseau 5G", a-t-il ajouté, appelant à une "coordination étroite entre les opérateurs et l'ARPCE afin de garantir l'opérationnalité des infrastructures et l'unification des normes techniques". Dans ce contexte, le ministre a mis l'accent sur "l'importance du partage des infrastructures entre les opérateurs, en tant que choix stratégique visant à réduire les coûts de l'investissement en infrastructures et à l'orienter vers le soutien aux investissements dans les infrastructures techniques pour les services de téléphonie et d'internet". Il a souligné à cet égard que le citoyen demeure "au cœur des priorités du secteur, et que l'intégration de ce nouveau service s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le ministère pour fournir des services numériques modernes et sécurisés qui renforcent la position de l'Algérie dans le domaine des communications modernes", selon la même source.

COSOB

L'introduction de l'INSAG Education Group en bourse examinée

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a examiné lors d'une réunion du guichet unique du marché financier, la demande d'intention formulée par INSAG Education Group pour son introduction en Bourse, a indiqué, hier, la commission dans un communiqué.

Par Selma R

Cette réunion s'est tenue lundi au siège de la Cosob, sous la présidence de son président Youcef Bouzenada, en présence des représentants de l'ensemble des parties prenantes du marché financier: la Bourse d'Alger, le Dépositaire central, les intermédiaires en opérations de Bourse ainsi que les promoteurs agréés.

Elle a été consacrée à « l'examen de la demande d'intention formulée par INSAG Education Group, acteur majeur de l'enseignement supérieur privé en Algérie, qui a exprimé son souhait d'ouvrir son capital au public à travers une introduction en Bourse», souligne la même source, précisant que cette démarche «s'inscrit dans une stratégie globale de structuration, de transparence financière et de consolidation de la croissance du groupe». Créé à Alger il y a plus de trente ans, INSAG Education Group regroupe trois filiales accueillant près de 900 étudiants au sein d'instituts spécialisés dans les domaines du management, du marketing, de la finance et des technologies. Et parmi ces établissements figure l'IFAG Higher Institute, agréé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 250 millions de dinars en 2024, enregistrant une croissance multipliée par cinq au cours des cinq dernières années, précise la Cosob.

A travers l'introduction en Bourse envisagée, l'INSAG Education Group «ambitionne notamment de mobiliser de nouveaux capitaux afin de financer la création de nouveaux campus à Oran et Constantine et renforcer ses infrastructures académiques et numériques, notamment à travers le développement de la formation en ligne et des laboratoires d'innovation», selon le communiqué.

L'intention de ce groupe d'accéder à la Bourse d'Alger s'inscrit pleinement dans le cadre du guichet unique du marché financier, récemment activé par la COSOB et qui vise à simplifier les procédures d'introduction en Bourse et à offrir un accompagnement intégré aux entreprises souhaitant lever des capitaux sur le marché financier algérien, selon la même source. Cette initiative illustre "les réformes engagées par la COSOB dans le cadre du Règlement général de la Bourse, publié en 2024, qui a institué un marché de croissance dédié aux PME et aux start-up, en simplifiant les conditions et les démarches d'introduction en Bourse.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

Une trentaine d'interventions chirurgicales pédiatriques délicates effectuées à El-Oued

Une équipe médicale de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Sidi-Mabrouk de Constantine a effectué une trentaine d'interventions délicates en chirurgie pédiatrique à l'EHS Bachir Bennacer d'El-Oued, dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris mardi des organisateurs. Conduite par le professeur Hicham Choutri, chef de service de pédiatrie à l'EHS Sidi-Mabrouk de Constantine, l'équipe médicale est composée de sept chirurgiens pédiatres et d'une vingtaine de paramédicaux, a indiqué le directeur de l'EHS d'El-Oued, Zakaria Nibouâ. Cet opération de quatre jours a pour objectif de prendre en charge des enfants atteints de malformations congénitales de l'appareil digestif ou génito-urinaire, dont ces interventions chirurgicales ont été jugées nécessaires lors des consultations médicales préliminaires, a-t-il souligné. Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour la réussite de cette initiative, qui sera suivie d'autres similaires afin de toucher le grand nombre possible d'enfants, notamment ceux issus de familles nécessiteuses, et ce dans le but de répondre à leurs besoins en matière d'accès aux soins spécialisés et de leur éviter d'avoir à se déplacer vers des wilayas lointaines, selon le responsable. En marge de ces journées médico-chirurgicales, des praticiens ont bénéficié d'une session de formation sur la prise en charge d'enfants souffrant de ce type de malformations congénitales, a-t-on encore signalé.

HAMMA BOUZIANE (CONSTANTINE)

Saisie de plus de 8 tonnes de couscous impropres à la consommation

Une quantité estimée à 8,125 tonnes de couscous impropres à la consommation, vient d'être saisie par les services de la sûreté de daïra de Hamma Bouziane relevant de la sûreté de wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès des services de ce corps constitué. Ce lot de couscous jugé "avarié", a été découvert dans l'une des unités de production de pâtes, suite à un contrôle de routine mené en étroite collaboration avec les brigades d'inspection de la direction du commerce et des services agricoles, a précisé la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

L'intervention s'inscrit dans le cadre des efforts visant la protection de la santé du consommateur et la lutte contre le phénomène des intoxications alimentaires, a affirmé la même source.

La marchandise en question a été immédiatement détruite par les services concernés et des procédures judiciaires nécessaires ont été prises, a-t-on indiqué.

TOURISME

Neuf nouveaux hôtels en cours de réalisation à Bechar

Pas moins de neuf (9) nouveaux hôtels sont en cours de réalisation dans la wilaya de Bechar, dans le cadre des investissements privés destinés au développement du secteur du tourisme, a-t-on appris, mardi, de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat.

Sur ces neuf infrastructures hôtelières, une est sur le point d'être achevé, tandis que les huit autres sont en cours de réalisation, avec un taux d'avancement avancé des travaux, a indiqué le directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Youcef Si El-Abadi, tandis que deux autres projets similaires sont à l'arrêt pour différentes raisons. Ces projets, qui sont le fruit des mesures prises par l'Etat pour l'encouragement et l'incitation à l'investissement dans le secteur, permettront à l' avenir de renforcer les capacités d'accueil hôtelières dans la région, a-t-il souligné.

D'autre part, les chantiers de sept (7) autres projets similaires, approuvés par le secteur, n'ont pas encore été lancés, alors que quatorze (14) autres ont été annulés par la commission de wilaya pour diverses raisons, et ce sur un nombre global de 32 projets d'investissements dans le domaine hôtelier, qui ont été soumis à l'exame et à l'appréciation de cette instance, a-t-il signalé.

La réception et la mise en service de ces nouveaux projets permettront de combler les insuffisances observées dans le domaine des structures hôtelières dans la région, a ajouté le même responsable, qui a relevé que cette activité économique et sociale représente un segment essentiel pour le développement du tourisme à travers la wilaya.

Le même responsable a précisé que la wilaya dispose actuellement de seize (16) établissements hôteliers, dont certains de standing international tels que l'hôtel "Saoura", situé à Taghit et relevant de la chaîne hôtelière publique El Djazaïr, ainsi que l'hôtel Bladi, également à Taghit, qui relève du secteur privé. Selon le même responsable, ces infrastructures offrent une capacité d'accueil totale de 1.485 lits générant 408 emplois permanents.

Concernant le foncier dédié à l'investissement dans le secteur, cinq (5) zones d'extension touristique (ZET) ont été créées pour accueillir des projets d'investissements touristiques, aussi bien publics que privés.

Ces zones s'étendent sur une superficie totale de 137 hectares et sont réparties à travers les régions touristiques de Taghit, Bechar, Mridja, Erg Faradj et Beni-Ounif, a conclu la même source.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE ORGANISÉE HIER À L'APN

Les perspectives et défis de la finance islamique

Une journée d'étude consacrée à la finance islamique en Algérie a été organisée hier à l'Assemblée populaire nationale (APN) sous le thème « Perspectives et défis ». Cette initiative du Haut Conseil islamique a réuni parlementaires, experts et acteurs du secteur financier autour d'un thème désormais au cœur des réformes économiques nationales.

Par Réda Hadi

À cette occasion, Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale et président de l'Union parlementaire arabe, a prononcé un discours dans lequel il a mis en relief les bienfaits de la finance islamique, ses perspectives et ses défis. Dans son allocution, Boughali a souligné que cette réunion porte sur un sujet capital dans le processus de réforme du système financier de notre pays, à savoir « la finance islamique en Algérie : perspectives et défis », thème des débats. Pour lui, ce thème trouve son fondement dans les dispositions introduites par la loi monétaire et bancaire n° 23-09, qui a renforcé le cadre juridique des opérations de finance islamique et les a officiellement intégrées parmi les activités bancaires. Il s'inscrit également dans le cadre des orientations présidentielles relatives aux politiques publiques, notamment dans le domaine financier. « Nous œuvrons, avec l'ensemble des partenaires concernés, à la mise en œuvre effective de cette démarche, chacun dans son champ de compétence », a-t-il affirmé.
La finance islamique est aujourd'hui l'un des principaux leviers contribuant à la promotion d'un développement financier durable, à travers ses nobles finalités. Elle établit une relation équilibrée entre l'activité économique et les valeurs humaines de notre société. « Il ne s'agit pas simplement d'une alternative technique au système bancaire conventionnel, mais d'une vision globale et intégrée d'une économie fondée sur la justice, l'équité, la solidarité et la responsabilité partagée», affirme-t-il. L'intégration de la finance islamique dans le système bancaire national constitue une étape pionnière, traduisant la volonté de l'État de diversifier les instruments de financement et de promouvoir l'inclusion financière, répondant ainsi aux attentes de larges catégories de citoyens. Elle représente aussi une réponse crédible aux investisseurs recherchant des formules conformes à leurs convictions religieuses, tout en contribuant à la mobilisation des ressources financières nationales et à la réintégration des capitaux restés longtemps en dehors du circuit économique officiel, afin qu'ils participent pleinement aux grands objectifs du développement national.
Par ailleurs, Boughali a mis en exergue que le renforcement des mécanismes de la finance islamique n'est plus un choix secondaire, mais une nécessité stratégique, permettant notamment d'offrir des solutions de financement innovantes et conformes à la charia, adaptées aux besoins du développement moderne ; d'attirer les liquidités dormantes détenues par ceux qui hésitent à traiter avec les banques conventionnelles, et de les impliquer dans la dynamique économique nationale ; de stimuler l'investissement productif dans des secteurs réels et porteurs tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme et les services, au lieu de se limiter aux activités spéculatives ou rentières et de promouvoir la justice financière et sociale, à travers des mécanismes comme la «moucharaka», la «Ijara » et la «mourabaha», fondés sur le partage des profits et des risques, et non sur l'exploitation des besoins d'autrui. Comme toute innovation ou mécanisme moderne, la finance islamique n'est pas exempte d'obstacles et de défis qu'il convient de relever pour atteindre les objectifs escomptés. Parmi ceux-ci, le président de l'APN a cité la nécessité d'établir un cadre juridique et réglementaire cohérent et flexible ; l'importance de former des compétences qualifiées dans les domaines de la jurisprudence financière et de la gestion des risques, en accordant à la formation la place centrale qu'elle mérite et l'impératif de stimuler la concurrence et d'innover dans les produits financiers islamiques. Le succès de l'expérience algérienne dans ce domaine dépendra, dira-t-il, du niveau de coordination et de synergie entre l'État, les institutions financières, les banques, les investisseurs, les savants et les experts, afin d'établir un système capable de mobiliser l'épargne nationale, de financer l'économie réelle et d'équilibrer les exigences du marché avec les objectifs de la charia. Le véritable enjeu réside, selon Brahim Boughali, dans la transformation de la finance islamique d'une expérience naissante en un pilier stratégique de l'économie nationale, contribuant à la diversification des sources de financement, à la consolidation de la confiance des citoyens dans leurs institutions financières et à la restauration du rôle essentiel de la religion dans l'orientation de l'activité économique vers le bien et la prospérité.

EMPLOI

Le ministre Saihi plaide pour la modernisation de l'ANEM

Par R E.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a insisté, lundi à Alger, sur la nécessité de moderniser le service public, de placer le citoyen au centre des priorités dans le domaine de l'emploi et d'accompagner les demandeurs d'emploi, indique un communiqué du ministère. M. Saihi a présidé, au siège du ministère, une réunion d'évaluation consacrée aux activités de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), dans le cadre de ses rencontres périodiques visant à suivre la mise en œuvre de la feuille de route sectorielle. Le ministre a souligné, à cette occasion, l'importance de ces rencontres d'évaluation, en tant que "mécanisme essentiel pour améliorer les performances des organismes sous tutelle", affirmant la nécessité de "garantir la qualité du service public, en identifiant les défis et les obstacles pouvant entraver la réalisation des objectifs fixés," précise la même source. Après présentation par le directeur général de l'ANEM du bilan des activités de l'Agence pour l'année 2025, notamment les volets de la transformation numérique en cours, dont l'intégration de l'intelligence artificielle dans les services de l'agence pour renforcer l'efficacité de l'intermédiation et accélérer le traitement des demandes d'emploi, le ministre a donné "des instructions strictes pour redoubler d'efforts et accompagner la dynamique économique que connaît le pays". Ainsi, le ministre a appelé à "accélérer le traitement des dossiers des demandeurs d'emploi, élaborer un plan d'action à court et moyen terme visant à améliorer la performance de l'ANEM, renforcer la coordination effective avec les secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois en vue d'offrir des opportunités adaptées aux compétences nationales, et accompagner les bénéficiaires de l'allocation chômage afin de faciliter leur insertion dans le marché du travail à travers des emplois correspondant à leurs aptitudes et qualifications". Le ministre a également souligné "la nécessité d'améliorer la qualité du service public en développant des plateformes numériques accessibles, reposant sur les technologies de l'intelligence artificielle pour simplifier les procédures administratives, dans une approche moderne et efficace visant à rapprocher l'administration du citoyen et à consacrer le principe d'une administration à son service". Il a en outre appelé à "intensifier la coordination entre les différents secteurs, rompre avec les modes de gestion traditionnels, approfondir la numérisation et améliorer la réponse aux attentes des citoyens, par le développement de services interactifs et intelligents permettant d'accroitre l'efficacité de la performance, tout en renforçant le principe d'humanisation des rapports avec le citoyen, traduisant ainsi l'engagement de l'Etat algérien à servir tous les citoyens sans exception, dans le cadre de sa dimension sociale".

TRANSITION NUMÉRIQUE

Mise en place prochaine d'un portail national

Par M. A.

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans sa transition vers une administration moderne et connectée, avec la mise en place prochaine d'un portail national regroupant l'ensemble des services publics en ligne. Ce projet structurant, piloté par le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN), s'inscrit pleinement dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui fait de la numérisation un levier essentiel de transparence, d'efficacité et de souveraineté.
Le portail national des services numériques, actuellement en phase de finalisation, permettra aux citoyens d'accomplir l'ensemble de leurs démarches administratives en ligne, qu'il s'agisse du dépôt de dossiers, du suivi en temps réel ou de l'obtention de documents officiels, sans déplacement. L'objectif est de simplifier la relation entre le citoyen et l'administration, de réduire la bureaucratie et de renforcer la transparence du service public. Au cœur de cette mutation se trouve la création du Centre national des prestations numériques, une infrastructure stratégique qui marque le passage de la planification à la concrétisation. Ce centre repose sur deux data centers : le premier, implanté à Mohammadia (Alger), est déjà opérationnel, tandis que le second, situé à Blida, affiche un taux d'avancement supérieur à 73 % et sera livré prochainement. Entièrement conçues et gérées par des compétences nationales, ces infrastructures garantiront l'hébergement des données souveraines, la protection des applications gouvernementales et la sécurisation des flux d'information entre les institutions.
Selon Mohamed Louail, directeur de la gouvernance numérique et de la coordination numérique du secteur public au HCN, « la création de ce centre symbolise une étape charnière : nous passons de la réflexion à l'action. L'Algérie se dote aujourd'hui d'une infrastructure souveraine, capable de soutenir la digitalisation des services publics et d'assurer la sécurité de ses données ». De son côté, Yacine Faouzi Nadji, directeur de la numérisation des solutions stratégiques au HCN, a indiqué que « le Centre national des prestations numériques n'est pas une simple structure technique, mais un véritable levier de gouvernance. Il facilitera l'interopérabilité entre les administrations, la mutualisation des ressources et la centralisation des services en ligne sur un portail unique accessible à tous les citoyens ». Les deux responsables, Mohamed Louail et Yacine Faouzi Nadji, se sont exprimés sur ce projet lors de leur passage à la télévision algérienne, mettant en avant son importance stratégique pour l'avenir numérique du pays. Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie nationale articulée autour de cinq axes : le développement des infrastructures numériques, la formation des compétences, la gouvernance des données, la promotion de l'économie numérique et la construction d'une société numérique inclusive. Parallèlement, le réseau national souverain et sécurisé (IRIES) relie déjà 46 entités publiques aux deux centres de données, assurant un échange fluide et protégé des informations. Ce réseau sera progressivement étendu à l'ensemble du territoire pour garantir une connectivité uniforme entre toutes les institutions de l'État. Pour Mohamed Aliane, chargé de la structure d'audit au HCN, « la numérisation n'est pas uniquement une question d'efficacité administrative, c'est avant tout un enjeu de souveraineté. En hébergeant nos données sur des infrastructures nationales, nous renforçons notre indépendance numérique et limitons notre dépendance technologique », a-t-il souligné. Un cadre législatif complet accompagne cette transformation. Un projet de loi sur la numérisation, un décret sur la gouvernance des données ainsi que le renforcement du dispositif de cyber-sécurité sont actuellement en phase de finalisation. Ces textes définiront les normes techniques et juridiques destinées à garantir la protection, la classification et la circulation sécurisée des données au sein de l'État. Par cette démarche, l'Algérie affirme sa volonté de bâtir une administration intelligente et souveraine, au service du citoyen et du développement national.

MINISTÈRE DE L'HABITAT

Lancement des préparatifs du projet du Pôle financier à Sidi Moussa

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a effectué, lundi, une visite de terrain dans la commune de Sidi Moussa (Alger), dans le cadre des préparatifs pour le lancement de la réalisation du projet du Pôle financier, qui se veut un édifice urbain moderne, indique un communiqué du ministère.
L'Agence nationale de réalisation des investissements en équipements (ANRIE) a été désignée en tant que maitre d'œuvre du projet, tandis que les travaux de réalisation ont été confiés à Cosider Construction, et l'étude et le suivi, au Bureau d'études de Cosider, précise la même source. Lors de cette visite, le ministre a suivi un exposé technique détaillé sur le pavillon administratif du projet (Zone 1), et s'est enquis des différents aspects liés aux préparatifs du lancement des travaux. Au terme de sa visite, le ministre a donné une série d'instructions notamment pour "accélérer la réalisation des études, et en réduire les délais afin de permettre le lancement effectif des travaux dans les plus brefs délais", ainsi que "la finalisation des études techniques du projet, la mise en place rapide du chantier, l'installation de la centrale à béton et des équipements de levage". Le ministre a également insisté sur "le lancement immédiat de la commande et la préparation des structures métalliques, la mobilisation d'équipes de travail au niveau de chaque ouvrage, l'adoption d'un système de travail en continu (3x8), en fixant un délai maximal de 24 mois pour l'achèvement et la livraison du projet", conclut la même source.

DESTINÉE AUX ÉTUDIANTS DE 1ERE ANNÉE DES SCIENCES MÉDICALES-DOUBLE DIPLÔME

Lancement de la plateforme des cours d'anglais médical en ligne

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement de la plateforme des cours d'anglais médical en ligne destinée aux étudiants de première année des sciences médicales (double diplôme). Afin de suivre les cours d'anglais médical en ligne, les étudiants concernés peuvent consulter le lien suivant : https://share.google/B5FHoRxGQ4gZ5mCWG, a précisé la même source.

IRRIGATION AGRICOLE ET ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Le ministre souligne l'importance de l'utilisation des eaux traitées

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné, lundi dans la wilaya de Relizane, l'importance de l'exploitation et de la valorisation des eaux usées traitées pour répondre aux besoins de deux secteurs vitaux : l'agriculture et l'industrie. Dans une déclaration à la presse au cours d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M. Derbal a insisté sur la nécessité d'investir de manière optimale dans l'utilisation des eaux usées traitées produites par les différentes stations d'épuration, afin de répondre aux besoins nationaux en ressources hydriques pour les secteurs agricole et industriel. Il a précisé que ces eaux usées traitées constituent l'un des axes stratégiques adoptés par les pouvoirs publics pour préserver la ressource en eau d'autant que ce type de ressource est devenu une richesse importante et une source essentielle pour couvrir les besoins, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans le même contexte, le ministre a rappelé que la wilaya de Relizane dispose de 6 stations d'épuration des eaux usées, qu'il était nécessaire de valoriser et d'exploiter efficacement dans le cadre du programme national d'utilisation des eaux traitées en agriculture et en industrie. Il a appelé les responsables locaux du secteur de l'hydraulique à sensibiliser les agriculteurs et les investisseurs quant à l'importance de recourir à ce type d'eau. Lors de l'inauguration de la station d'épuration des eaux usées de Oued R'hiou, M. Derbal a indiqué que «la wilaya, de par son caractère agricole prédominant, est appelée à étendre les surfaces irriguées en utilisant ces ressources, tout en adoptant des techniques modernes d'irrigation intelligente, dans le but d'économiser l'eau et de réaliser un développement durable ». En inspectant plusieurs projets d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs communes de la wilaya, le ministre a insisté sur l'accélération de la cadence de réalisation des projets du secteur et leur livraison dans les délais impartis, afin de garantir une amélioration du service public de l'eau, tout en respectant la qualité des travaux. Il a également mis l'accent sur la nécessité d'améliorer le service de distribution d'eau potable aux citoyens.

REBOISEMENT

Campagne nationale de plantation d'un million de plants d'arbres le 25 octobre

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et la Direction générale des forêts ont annoncé, lundi dans un communiqué, l'organisation d'une campagne nationale de plantation d'un million de plants d'arbres en une seule journée, prévue le 25 octobre, à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre des efforts visant à renforcer le couvert végétal et à lutter contre le changement climatique. Cette opération, qui se veut la plus grande campagne nationale de reboisement, sera organisée en partenariat avec l'Association "Algérie Verte" et son président, le créateur de contenu engagé, Fouad Maâla, l'objectif étant de planter un million de plants en une seule journée, en tenant compte des spécificités et des conditions climatiques de chaque région, précise le communiqué. Cette campagne nationale vise à renforcer le couvert végétal, à prévenir l'érosion des sols et à lutter contre la désertification, tout en promouvant la culture du reboisement et l'esprit de participation citoyenne, notamment chez les jeunes. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé que "bien plus qu'une simple campagne de reboisement, cette initiative traduit un engagement national pour un avenir plus durable pour notre pays". Soulignant que "la protection des forêts est une responsabilité collective", le ministre s'est dit convaincu que "les Algériens sauront une fois de plus relever le défi". Le ministère a, à cette occasion, invité les entreprises publiques et privées, les associations, les établissements éducatifs et scolaires et les citoyens à contribuer activement au succès de ce rendez-vous national, réaffirmant son engagement à soutenir toutes les initiatives visant à préserver le patrimoine forestier et à promouvoir le développement durable.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,31	5,95	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1420,00	0,35	0,67	0,34	9,13	5,48	22010	31 254 200,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	2460,00	0,00	3,20	2,60	6,54	6,50	1370	3 370 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2000,00	-4,31	-8,09	-11,62	9,54	6,25	2060	4 120 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,09	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	385,00	-3,75	-1,69	-4,24	3,64	5,45	40	15 400,00

MARCHÉ PÉTROLIER

Les prévisions de l'AIE

Le marché pétrolier mondial entre dans une phase d'excédent durable. Selon le rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publié hier, la production de brut poursuit sa progression alors que la demande mondiale montre des signes d'essoufflement. Malgré un léger rebond observé au troisième trimestre, la consommation reste freinée par le ralentissement économique, l'électrification croissante du transport routier et les gains en efficacité énergétique.

Par M. A.

Au troisième trimestre, la demande mondiale de pétrole a augmenté de 750 000 barils par jour (b/j) en glissement annuel, contre 420 000 b/j au trimestre précédent. Pour 2025 et 2026, l'AIE anticipe une hausse limitée à environ 700 000 b/j par an, un rythme nettement inférieur aux moyennes historiques. En parallèle, l'offre mondiale a bondi à 108 millions de barils par jour en septembre, soit 760 000 b/j de plus qu'en août. Sur l'ensemble de l'année, elle devrait atteindre 106,1 mb/j, en hausse de 3 mb/j sur un an, puis 108,5 mb/j en 2026. Cette progression est principalement attribuable à l'alliance OPEP+, dont la production a augmenté d'un million de barils par jour, soutenue par les pays du Moyen-Orient. Les membres du groupe devraient encore ajouter 1,4 mb/j en 2025 et 1,2 mb/j en 2026, tandis que les producteurs non-OPEP+ (États-Unis, Brésil, Canada, Guyana et Argentine), contribueront à hauteur de 1,6 mb/j supplémentaires cette année.
L'activité mondiale de raffinage, pour sa part, a reculé à 81,6 mb/j en octobre, soit 4 mb/j de moins qu'en juillet, en raison des opérations de maintenance et des attaques visant les infrastructures russes. Les marges de raffinage se sont néanmoins renforcées, notamment sur le diesel et le kérosène, portées par la baisse des exportations russes et la reprise du trafic aérien. Les stocks mondiaux ont atteint un sommet de quatre ans, totalisant 7,9 milliards de barils, tandis que le volume de pétrole transporté par voie maritime a bondi de 102 millions de barils en septembre, un record depuis la pandémie de Covid-19. Malgré un contexte géopolitique tendu, les prix demeurent sous pression. Le Brent s'est établi à 67,6 dollars le baril en septembre avant de reculer à 64 dollars début octobre, soit une baisse de 11 dollars depuis le début de l'année. Ce repli s'explique par un excédent mondial estimé à 1,9 mb/j, qui pèse lourdement sur les cours, en dépit des sanctions imposées à la Russie et à l'Iran.
Pour l'AIE, l'année 2025 marque un tournant majeur : le marché entre dans une ère de surproduction face à une demande structurellement affaiblie. L'accumulation des stocks, particulièrement en Chine et au Moyen-Orient, pourrait accentuer la pression sur les prix dans les mois à venir. Toutefois, le marché des produits raffinés pourrait rester tendu, notamment en raison des restrictions européennes sur les produits russes et de la fermeture de certaines capacités de raffinage.

L'Algérie : une progression modérée mais constante

Selon l'AIE, l'Algérie enregistre une hausse modérée mais régulière de sa production, passée de 0,92 à 0,97 million de barils par jour entre août et septembre 2025, soit un niveau légèrement supérieur à son quota implicite de 0,96 mb/j. La capacité durable du pays atteint désormais 0,99 mb/j, avec une réserve d'environ 20 000 barils par jour.
Par ailleurs, le rapport mensuel de l'OPEP, publié le 13 octobre 2025, indique que la production pétrolière de l'Algérie a augmenté de 11 000 barils par jour en septembre, atteignant 951 000 b/j contre 940 000 b/j en août.
Cette progression, la cinquième consécutive, s'inscrit dans le cadre du retrait progressif des réductions volontaires décidées par les huit pays de l'alliance OPEP+, dont fait partie l'Algérie. Malgré cette hausse, la production nationale demeure légèrement inférieure au quota alloué pour septembre, fixé à 959 000 b/j.
Les autorités algériennes maintiennent néanmoins une trajectoire ascendante, en cohérence avec la politique collective de levée graduelle des coupes volontaires de 2,2 millions de barils par jour introduites en avril 2025 et prévues jusqu'à la fin de septembre. Selon les projections de l'OPEP, la production algérienne devrait atteindre 963 000 b/j en octobre et 967 000 b/j en novembre 2025, dépassant ainsi son plus haut niveau depuis décembre 2023 (957 000 b/j).
Cette évolution s'inscrit dans la stratégie globale de l'alliance, qui maintient une réduction officielle de 2 millions de barils par jour jusqu'à la fin de 2026, en vigueur depuis novembre 2022.

MINES

Reda Belhadj nommé PDG par intérim du groupe Sonarem

Par R E.

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a présidé, lundi, la cérémonie d'installation de Reda Belhadj en qualité de Président-directeur général (PDG) par intérim du groupe Sonarem, en remplacement de Belkacem Soltani, indique un communiqué du ministère. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, et de plusieurs cadres du secteur. A cette occasion, M. Arkab a affirmé que cette nomination s'inscrit dans la dynamique continue que connaît le secteur des hydrocarbures et des mines, notamment dans son volet minier, saluant le rôle "central" que joue le groupe Sonarem dans la valorisation et l'exploitation des ressources minières nationales, la promotion de l'investissement et le développement de l'activité minière, notamment à travers les grands projets. Il a précisé que la nomination de M. Belhadj reflétait la volonté de l'Etat de confier la gestion des entreprises stratégiques à des compétences nationales qualifiées, afin de contribuer à leur développement et à la promotion du processus de transformation industrielle et économique du pays. Il a assuré son soutien total au nouveau PDG dans ses nouvelles fonctions, en l'encourageant à poursuivre le processus de réforme et de modernisation visant à améliorer les performances du groupe et à renforcer sa compétitivité sur les marchés national et international. M. Arkab a également exprimé sa gratitude à Belkacem Soltani pour les efforts consentis durant son mandat à la tête du groupe, lui souhaitant plein succès dans la suite de sa carrière professionnelle. Pour sa part, M. Belhadj a exprimé sa gratitude pour la confiance qui lui a été accordée, affirmant sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie du groupe selon une vision moderne, axée sur la valorisation des ressources minières nationales, la promotion de l'innovation et l'ouverture sur des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques.

BRUT ARABE LE PLUS CHER EN 2025

Le Sahara Blend arrive à la 3e place

Par A. A.

Malgré un contexte mondial marqué par une baisse généralisée des cours du pétrole, l'Algérie parvient à maintenir la compétitivité de son brut. Selon les dernières données publiées par l'Unité de Recherches Énergétiques basée à Washington, le Mélange saharien algérien se classe au troisième rang des pétroles arabes les plus chers durant les neuf premiers mois de l'année 2025, avec un prix moyen de 71,49 dollars le baril.
Ce classement place le brut algérien juste derrière l'Arabian Light saoudien (73,11 dollars) et le brut d'exportation koweïtien (72,43 dollars), mais devant le Basrah moyen irakien (70,99 dollars), le Murban émirati (71,44 dollars) et le Sider libyen (70,11 dollars).
Bien que le Sahara Blend conserve une position honorable, il a enregistré en septembre 2025 un léger recul de 0,29 dollar par rapport au mois d'août, s'établissant à 68,95 dollars le baril contre 69,24 dollars le mois précédent. Ce repli, le plus marqué parmi les bruts arabes suivis, s'explique par la volatilité des marchés pétroliers, influencés notamment par les fluctuations de la demande mondiale et les incertitudes géopolitiques persistantes.
À l'échelle régionale, le rapport souligne une baisse généralisée du prix moyen des bruts arabes au cours des neuf premiers mois de l'année, en parallèle avec la diminution du prix moyen du panier de l'OPEP, qui s'est établi à 71,47 dollars le baril contre 82,02 dollars sur la même période en 2024. Le Brent de la mer du Nord s'est négocié en moyenne à 69,91 dollars le baril, tandis que le WTI américain s'est fixé à 66,65 dollars, confirmant la tendance baissière des marchés mondiaux.
Le mois de septembre a toutefois marqué une légère reprise des prix dans la majorité des pays producteurs.
Le brut koweïtien a enregistré la plus forte hausse mensuelle (+1,48 dollar), suivi de l'Arabian Light saoudien (+1,22 dollar) et du Basrah moyen irakien (+0,80 dollar). Pour l'Algérie, cette évolution demeure globalement positive à moyen terme.

HYDROCARBURES ET MINES

Les moyens de renforcement de la coopération algréro-indonésienne examinés

Par R E.

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République d'Indonésie en Algérie, Chalief Akbar Tjandraningrat, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et des mines, notamment à la lumière de l'intérêt croissant des entreprises indonésiennes pour l'investissement en Algérie, indique un communiqué du ministère.
La rencontre - qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, du directeur général de la société "Pertamina Algérie" ainsi que de plusieurs cadres des deux parties - a été consacrée à l'examen des perspectives de coopération algéro-indonésienne dans les secteurs des hydrocarbures et des mines, précise le communiqué. La réunion a été une occasion pour échanger les vues sur les moyens de développer le partenariat entre les entreprises des deux pays, "notamment à la lumière de l'intérêt croissant des entreprises indonésiennes pour l'investissement en Algérie, à l'instar des sociétés "Pertamina" et "Pupuk", précise la même source.
Les discussions ont également porté sur le renforcement de la coopération entre le groupe Sonatrach et la société Pertamina dans les domaines de l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que dans la commercialisation du pétrole brut. Par ailleurs, il a été question d'un plan d'investissement présenté par la société "Pupuk Indonesia", leader dans les industries chimiques et des engrais, qui a exprimé "son intérêt pour le développement de projets conjoints dans les domaines du phosphate et du gaz en Algérie, offrant ainsi de nouvelles opportunités de production locale et d'augmentation de la valeur ajoutée", selon la même source.
Les deux parties ont aussi abordé les moyens de développer la coopération dans le secteur minier, notamment dans l'exploitation, la transformation et la commercialisation du phosphate, ainsi que dans la prospection et l'exploitation des ressources minérales telles que le lithium. Elles ont, en outre, évoqué le renforcement du dialogue et de la coopération concernant les chaînes d'approvisionnement et la production durable de matières premières critiques et de métaux rares, ainsi que l'échange d'expertises dans les domaines des hydrocarbures et des mines.
Par la même occasion, M. Arkab a réaffirmé "l'attachement de l'Algérie à construire des partenariats stratégiques équilibrés et fructueux avec les pays amis, fondés sur le principe du bénéfice mutuel, le transfert de technologie et la valorisation des ressources nationales", saluant l'expérience indonésienne dans le développement des industries de transformation liées aux hydrocarbures et aux mines.
L'ambassadeur indonésien a, pour sa part, exprimé la considération que porte son pays pour les opportunités de coopération offertes en Algérie.

TIPASA

La transition énergétique et l'innovation en Algérie au centre d'une rencontre à Koléa

La transition énergétique et l'innovation en Algérie ont été au centre d'une rencontre organisée, lundi, à l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSSEA) de Koléa, dans la wilaya de Tipasa. Organisé en coordination avec le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD), l'événement a abordé plusieurs thématiques liées aux perspectives et enjeux de la transition énergétique en Algérie face aux défis mondiaux actuels, a indiqué la présidente du colloque, Nacima Hamidouche. Le directeur de l'ENSSEA, Rachid Toumache, a souligné que l'Algérie dispose de tous les atouts nécessaires pour réussir sa transition énergétique, grâce notamment à la "forte volonté politique des autorités supérieures du pays". Pour sa part, le directeur du CREAD, Ahmed Zakane, a rappelé que l'Algérie a été pionnière sur le plan régional et continental en adoptant dès le départ des lois relatives à la transition énergétique, estimant que celle-ci "n'est plus un choix, mais une nécessité imposée par les mutations mondiales". A son tour, le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Merouane Chabane, a évoqué les perspectives de la transition énergétique en Algérie, soulignant qu'elle "exige la mobilisation de tout un chacun" et que la stratégie nationale dans le domaine "place la souveraineté énergétique parmi ses priorités". L'Algérie dispose de ressources naturelles, d'infrastructures et de réseaux permettant d'économiser jusqu'à 50 % de l'énergie conventionnelle actuellement utilisée, notamment le gaz naturel, a-t-il ajouté. "La consécration de cet objectif suppose un changement de mentalités, la préservation et la valorisation de la richesse gazière et l'encouragement de l'exploitation des énergies alternatives et renouvelables", a assuré le même responsable.

SALON RÉGIONAL DE L'EMPLOI À BECHAR

Des jeunes diplômés s'enquièrent des opportunités d'embauche

Le Salon régional de l'emploi du Sud-ouest, organisé dans la wilaya de Béchar a réuni lundi plus de 200 candidats diplômés du secteur de la formation et de l'enseignements professionnels, de l'université, ainsi que des entreprises et des banques, pour promouvoir les opportunités d'emploi et d'innovation, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Cet événement, organisé sous le slogan "De la formation à l'insertion et à l'innovation", dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales au complexe sportif "Emir Nayef Benabdelaziz", vise essentiellement à faciliter les rencontres entre les différentes entreprises publiques et privées et plusieurs autres secteurs, dont des banques, et les diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, celui de l'enseignement supérieur et autres secteurs, a précisé le chef du service de la formation à la direction locale du secteur de la formation, Abdellah Chafi. Ce salon régional, initié par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en coordination avec celui du travail, avec la participation des wilaya de Bechar, Beni-Abbes, Timimoun, Nâama et El Bayadh, a pour objectif d'informer les jeunes concernés sur les différentes mesures prise par l'Etat leur permettant d'intégrer le monde de l'entreprenariat, a-t-il expliqué. Les secteurs d'activités, à l'instar des mines, des nouvelles énergies, du tourisme saharien et les banques sont les secteurs pourvoyeurs de l'emploi dans les régions du Sud-ouest du pays, d'où leur présence à ce salon, selon la même source. Ces secteurs ont entamé, dès le coup d'envoi de cette manifestation, des entretiens avec les jeunes diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, des universités et des écoles supérieures, signale le même responsable. Les jeunes porteurs de projets de startups sont aussi concernés par ce salon, à travers leur mise en relation directe avec les institutions et établissements publics concernés, a-t-il souligné. Les organisateurs comptent, à travers cette manifestation, l'intégration dans le monde du travail de 15 pour cent des jeunes participant à ce salon, de même que l'entame de la concrétisation entre 20 et 30 projets de startups, ainsi que la signature d'une quinzaine de conventions de partenariat en matière de formation des jeunes par les différents secteurs, qui prennent part à cette manifestation, a fait savoir le même responsable.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 1 milliard DA pour les travaux d'aménagement du pôle urbain Boumergued et son raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz

Une enveloppe financière de 1,32 milliards DA a été dégagée pour la réalisation des travaux d'aménagement du nouveau pôle urbain Boumergued (sorite Est de Bordj Bou Arreridj) et son raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.
Selon la même source, ce montant se répartit entre les travaux d'aménagement pour 770.000 DA et les travaux de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz pour 550.000 DA.
S'étendant sur 276 hectares, ce pôle accueillera plusieurs projets de logement et d'équipements publics dont deux unités de sûreté, une polyclinique, un institut de formation professionnelle spécialisé et un château d'eau d'une capacité de 10.000 m3, a précisé la même source.
Il sera ainsi procédé à la réalisation au sein de ce pôle de 4.000 logements AADL inscrits à l'exercice 2025 et 6.440 autres logements AADL 3 retenus pour l'exercice 2026, en plus d'autres programmes de logements des formules public locatif et promotionnel aidé, a ajouté la même source.
Ces projets s'ajoutent à d'autres projets déjà inscrits, dont ceux de quatre établissements scolaires, un hôpital de 240 lits et une structure universitaire, a noté la même source qui a assuré que l'aire forestière mitoyenne du site sera préservée pour constituer une source d'oxygène et de détente pour les habitants dans le cadre d'une vision intégrée prenant en compte la qualité de la vie et le souci de développement urbain durable.
Selon les mêmes services, la wilaya de Bordj Bou Arreridj œuvre à travers ce projet de développement urbain à assurer des logements de diverses formules et consolider la position de la ville en tant que pôle de développement intégré qui soutient la stratégie nationale de développement urbain et encourage l'investissement.

ILLIZI

Quatre conventions de coopération pour renforcer les offres de formation

La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'Illizi a signé quatre conventions de coopération avec des entreprises et des établissements à caractère économique et administratif dans le but de renforcer les offres de formation, a-t-on appris lundi de cette institution. Cet engagement entre dans le cadre de l'ouverture sur l'environnement socioéconomique pour diversifier les opportunités de formation par apprentissage et de recyclage dans diverses spécialités, a souligné le directeur du secteur, Youcef Hamdani. Parmi ces conventions, figure celle conclue avec la Société nationale d'assurance (SAA) afin de consolider la formation qualifiante en assurant des stages pratiques aux apprentis, ainsi que des cycles de perfectionnement et de recyclage pour le personnel de cet organisme. Un accord de coopération a également été paraphé avec la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), créant 24 opportunités de formation dans divers domaines, tels que la soudure, l'électricité industrielle et la conduite d'engins. En vertu d'une convention de coopération, 11 postes de formation par apprentissage ont été ouverts au sein des chantiers relevant de la China Petroleum Engineering & Construction Corporation (CPECC), dans les localités de Tin Fouye Tabankort (TFT) et de Stah. Une autre convention a été signée avec la Direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS) pour améliorer la réinsertion professionnelle de certaines franges de la société et assurer des programmes de formation continue au profit des personnels. Ces accords s'inscrivent dans la stratégie du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, visant notamment à renforcer les partenariats avec les acteurs socio-économiques pour dispenser une formation de qualité, adaptée aux besoins du marché du travail, a-t-on indiqué à la DFEP.

AVANT LES GAFAM

Quand IBM mettait la main sur l'Europe

L'accord entre l'Union européenne et les États-Unis comprend, outre la mise en place de barrières tarifaires de 15 % par Washington – sans contrepartie –, la promesse d'achat de centaines de milliards de dollars en armes et énergie américaines. L'asymétrie des clauses a ravivé les débats relatifs à la vulnérabilité du Vieux continent vis-à-vis de la puissance américaine, et de sa dépendance en matière d'infrastructures et de biens stratégiques. Dans Géopolitique du numérique.

Par Ophélie Coelho

L'impérialisme à pas de géants (L'Atelier, 2023), Ophélie Coelho, chercheuse à l'IRIS, revient sur sa genèse. Avant l'ère des Big Tech (Amazon, Meta, Google, Apple, Microsoft, Palantir…), c'est un géant américain à l'origine d'un proto-ordinateur qui faisait main basse sur l'Europe : IBM.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les bases idéologiques et les ambitions techniques du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui sont déjà posées. Le Plan Marshall fait de l'Europe un terrain d'expérimentation de l'entreprise transnationale. IBM est à ce titre très représentative, avec une stratégie d'expansion qui fait d'elle, en quelques années, un empire monopolistique possédant des comptoirs dans tout l'hémisphère Nord.

Déjà présente en Europe avant le conflit, avec de premiers bureaux à Paris dès 19141, IBM n'a pas cessé son activité commerciale sur le continent pendant la guerre. L'un de ses clients les plus rentables durant cette période est d'ailleurs le gouvernement allemand, qui loue alors à la filiale Dehomag d'IBM des machines de tabulation à cartes perforées. Celles-ci sont en quelque sorte les ancêtres de l'ordinateur, et furent largement utilisées par le régime nazi pour recenser et classifier la population juive envoyée dans les camps. Cette utilisation est à l'origine des critiques portant sur le rôle joué par IBM pendant la guerre, qui pose, au-delà du cadre temporel, la question plus large de la responsabilité éthique de l'entreprise2. Mais ce contexte permet en tout cas à IBM de sortir de la guerre dans une position favorable à son expansion en Europe, alors que l'écosystème industriel local accuse le choc. Watson Sr. joue également un rôle clé dans l'orientation des politiques de reconstruction économique d'après-guerre. Dès 1939, il préside le Comité de la CCI sur la reconstruction économique. Financé par l'État et les grandes entreprises, dont IBM, ce comité commande des études auprès d'économistes afin d'élaborer des plans de reconstruction d'après-guerre en Europe et des recommandations de politiques ayant pour objectif de relancer le commerce international3.

Et bien sûr, en tant que promoteur de l'ouverture du marché à l'international, Watson Sr. défend vivement le Plan Marshall. Ce n'est pas le cas de la plupart des entreprises américaines, qui sont encore dépendantes du marché intérieur et ne voient pas l'intérêt pour les États-Unis de financer une politique de reconstruction en Europe alors qu'eux subissent encore les conséquences de la Grande Dépression. IBM, au contraire, tire une grande partie de ses bénéfices de contrats gouvernementaux et compte bien profiter des financements de la politique de Truman en Europe. La stratégie de développement industriel d'IBM en Europe comporte d'ailleurs une dimension organisationnelle déterminante que l'entreprise reproduit par la suite dans son implantation à l'international. IBM dispose en effet d'un organe centralisateur en Europe, la World Trade Corporation (WTC), créé en 1949, qui dirige plusieurs filiales présentes dans les huit nations alors les plus importantes d'Europe occidentale. La WTC consolide de cette façon le tissu industriel d'IBM, qui bénéficie à ce moment-là de plusieurs usines en Europe. Ainsi, comme l'ECA pour le Plan Marshall, IBM organise une présence locale chez tous ses partenaires européens, en étendant sur le territoire son réseau de filiales.

La politique et le commerce se mêlent dans le développement international d'IBM, et « World Peace through World Trade » devient également le slogan de l'entreprise, gravé sur une plaque à l'entrée du siège new-yorkais. L'entité morale IBM fait office d'acteur diplomatique à part entière, avec des outils de communication tels que son magazine IBM World Trade News, publié en plusieurs langues et distribué dans toutes ses filiales européennes, et dont les colonnes font la promotion du plan d'échange et des opérations européennes de l'entreprise comme une étape vers l'harmonie mondiale4. Finalement, comme l'exprime l'historienne Corinna Schlombs, la quête d'une paix mondiale s'est peu à peu révélée être au service du commerce mondial5.

En cumulant les atouts d'une présence sur le terrain, d'une influence internationale et d'une position monopolistique, IBM est particulièrement représentative des mutations que connaissent les entreprises au xxe siècle. En tant qu'entreprise produisant des outils informatiques devenus essentiels à la transformation industrielle, son développement à l'international s'accompagne de stratégies de mise en dépendance de l'appareil socio-économique par la technologie. L'informatique passe ainsi du statut d'outil occasionnel, voire accessoire, à celui de ressource incontournable au développement économique.

Ainsi, ce qui fait le succès d'IBM n'est pas seulement sa stratégie commerciale et l'organisation de l'entreprise en superstructure. Il repose sur une stratégie d'expansion technologique efficace, soit d'un ensemble de techniques de développement ayant pour objet la technologie elle-même.

Dans les années 1950, l'ordinateur tel que nous le connaissons n'existe pas encore mais la décennie marque un moment important dans son évolution. Jusque-là, les calculateurs sont électromécaniques et fonctionnent par câblages et cartes perforées. C'est l'époque des premiers macro-ordinateurs6, des Colossus, de l'ENIAC (Electronic Numerical Integrator and Computer) et de l'EDVAC (Electronic Discrete Variable Automatic Computer) conçu par l'Université de Pennsylvanie pour le laboratoire de recherche en balistique de l'armée américaine. Ce dernier est l'un des premiers modèles en mesure de lancer un programme incorporé à la machine, et le premier ordinateur opérant en mode binaire.

L'EDVAC sert de modèle aux premiers ordinateurs binaires, tels que ceux qu'IBM inaugure dès 1952 avec la série 7017. IBM devient rapidement le premier fabricant de macro-ordinateurs, bien loin devant sept concurrents dénommés par la presse les « sept nains8 ».

Pour percer dans ce domaine novateur de l'informatique, qui nécessite de la part des clients des investissements considérables, l'entreprise met en place une stratégie basée sur un produit d'entrée qui fait alors sa renommée dans le monde de la bureautique : la machine à écrire électrique, qui garantit à IBM de futures collaborations pour ses produits moins connus tels que les premiers ordinateurs et les machines à cartes perforées plus traditionnelles. Cette stratégie du produit d'entrée prend alors en compte sa réception culturelle locale à une époque où la machine à écrire est en plein boom au sein des entreprises9. Il faut dire qu'elle bénéficie d'une bonne publicité auprès d'un grand public influencé par les photos des dactylographes sexy apparaissant dans les magazines populaires10… L'Européen envie sûrement à l'Américain ces belles secrétaires à talons hauts qui font danser leurs doigts sur d'élégantes machines à écrire automatiques occupant les pages publicitaires de la nouvelle presse de divertissement.

À cette époque, la compatibilité et l'interopérabilité des équipements et fournitures n'est pas une priorité. Et IBM accentue progressivement les mécanismes d'enfermement propriétaire11 à ses produits (vendor lock-in). L'un des plus grands succès de l'entreprise est par exemple le Système 360 créé en 1964. En effet, jusqu'alors, les machines IBM répondent à des besoins spécifiques à chaque client, et cette stratégie ne fidélise qu'un certain temps car elle demande une reconfiguration complète des machines dès lors que les besoins évoluent. Avec le Système 360 (System/360), IBM propose à ses clients une gamme complète d'ordinateurs de tailles variées, et dont les environnements logiciels sont compatibles entre eux. Cela permet à un client d'adapter son système dès que ses besoins évoluent. Ainsi, la compatibilité et le principe évolutif des machines IBM au sein du Système 360 séduit des entreprises qui préfèrent commencer avec un équipement modeste mais modifiable au fil des besoins12.

Pour IBM, la logique de standardisation permet également de concentrer les efforts de conception sur une gamme en particulier plutôt que sur une multitude de configurations à maintenir sur le long terme. En l'espace de deux ans, le Système 360 domine le marché et son architecture devient une norme industrielle. Et cette rationalisation ne concerne pas que la conception du produit, mais l'ensemble de la chaîne de production. IBM produit par exemple ses propres disques durs, une technologie conçue par l'entreprise en 1956. C'est également le cas des semi-conducteurs13, à une époque où le principe du circuit intégré vient d'être découvert et ne bénéficie pas encore d'une industrie de masse permettant de faire baisser les coûts de production. En fabriquant en interne des supports de silicium adaptés à ses besoins spécifiques, l'entreprise s'assure à la fois un approvisionnement continu et sauvegarde des secrets de fabrication. IBM s'assure ainsi d'une certaine autonomie industrielle en développant une stratégie d'intégration verticale14. Dans l'ensemble, la production en interne de composants essentiels et le modèle standardisé du System 360 permettent finalement à IBM de réaliser des économies d'échelle.

Enfin, IBM choisit de facturer les logiciels indépendamment de la machine, ce qui n'était pas l'usage à cette époque où le logiciel était considéré comme un des composants par défaut de la machine, comme peut l'être une puce électronique. Le logiciel a donc d'abord été considéré comme une couche superficielle du produit informatique, et les fabricants des premiers ordinateurs incluaient le système d'information puis les logiciels d'interface à leurs produits, sans surcoût ni licence. Il n'était donc pas d'usage d'acheter un logiciel : celui-ci était conçu pour les besoins du client et livré avec la machine. En séparant la machine du code informatique qui garantit son fonctionnement, IBM crée un produit à part et participe déjà à l'avènement d'une nouvelle industrie : celle du logiciel.

Les lignes qui précèdent sont extraites de l'ouvrage d'Ophélie Coelho.

Source : lvsl.fr ; publié le 02 août 2025

Notes

1 Sous le nom d'International Time Recording (ITR).

2 Donald W. McCormick et James C. Spee, « IBM and Germany 1922-1941 », Organization Management Journal, vol. 5, 2008.

3 David L. Stebenne, « Thomas J. Watson and the Business-Government Relationship, 1933-1956 », art. cité, p. 62.

4 Petri Paju et Thomas Haigh, « IBM Rebuilds Europe : The Curious Case of the Transnational Typewriter », Enterprise & Society, vol. 17, juin 2016, p. 26.

5 Corinna Schlombs, « Thus, the meaning of the slogan "World Peace through World Trade" subtly shifted to "World Peace for World Trade" » in World Peace through World Trade : IBM's Corporate Diplomacy before and after World War II, Business History Conference Meeting, 2014.

6 Aussi appelés communément mainframe, il s'agit d'ordinateurs puissants, des serveurs de données, en capacité de traiter des quantités massives de données. La puissance de traitement a fortement évolué en un siècle, et un mainframe est aujourd'hui en mesure de traiter des milliers de milliards de données par jour.

7 Karl Kempf, Electronic Computers within the ordnance corps. Historical Monograph from 1961, « Chapter VII – The computer tree », Aberdeen Proving Ground, MD, novembre 1961 ; C. J. Bashe, W. Buchholz, G. V. Hawkins, J. J. Ingram, N. Rochester, « The Architecture of IBM's Early Computers », IBM J. Res. Develop., vol. 25, septembre 1981.

8 Burroughs, UNIVAC, National Cash Register, Control Data, Honeywell, General Electric, Radio Corporation of America in « Getting Along With I. B. M. », The New York Times, 7 janvier 1973.

9 Petri Paju et Thomas Haigh, « IBM Rebuilds Europe : The Curious Case of the Transnational Typewriter », art. cité, p. 27

10 Ces publicités paraissent notamment dans le magazine Paris Match, avec en protagoniste une secrétaire à talons aiguilles, comme celle-ci parue en 1957 avec le message « Orgueil ! Elle est si belle… Elle fait si bien les choses… et en si peu de temps… Comme c'est naturel d'être fière de l'IBM électrique… » ou encore « Luxure ? Son travail n'est plus qu'une caresse… Elle effleure les touches de son IBM électrique… et présente un courrier parfait ».

11 Pratiques ou stratégies mises en place par une entreprise pour restreindre l'accès ou le contrôle d'un produit ou d'un service envers les utilisateurs finaux, aujourd'hui souvent utilisées dans le domaine des logiciels, des appareils électroniques ou des plateformes en ligne. Un exemple courant est l'utilisation de formats de fichiers ou de protocoles propriétaires qui nécessitent des logiciels spécifiques pour être lus ou utilisés. L'entreprise qui détient le produit ou le service a ainsi un contrôle total sur celui-ci, limitant les libertés de l'utilisateur en termes d'accès, de personnalisation, de modification ou de partage.

12 C'est ce qu'on appellerait aujourd'hui dans le monde professionnel des entreprises du numérique, avec un accent franglais douteux, un produit scalable (« évolutif »).

13 Les semi-conducteurs sont des matériaux dont la conductivité électrique se situe entre celle des conducteurs et celle des isolants. Le fait qu'ils ne soient ni de bons conducteurs ni de bons isolants leur permet de contrôler le flux d'électricité et de manipuler le courant électrique dans les appareils électroniques, ce qui rend possible la technologie électronique moderne. Ils sont donc essentiels dans la fabrication de composants électroniques tels que les transistors et les circuits intégrés, se trouvant au cœur de la plupart des technologies modernes. Les deux semi-conducteurs les plus couramment utilisés sont le silicium (Si) et le germanium (Ge).

14 Franco Malerba, Richard Nelson, Luigi Orsenigo et Sidney G. Winter, « Vertical integration and dis-integration of computer firms : a history friendly model of the co-evolution of the computer and semiconductor industries », KITeS Working Papers, n° 191, Centre for Knowledge,

TUNISIE

Le déficit commercial se creuse de 24% au cours des neuf premiers mois de 2025

De janvier à septembre 2025, les exportations tunisiennes sont restées quasi stables à 46,4 milliards de dinars (15,41 milliards $). Les industries mécaniques, électriques et minières sont les secteurs ayant enregistré une progression notable sur la période.
Le déficit commercial de la Tunisie s'est creusé de 24 % au cours des neuf premiers mois de 2025, atteignant 16,7 milliards de dinars (environ 5,7 milliards de dollars) contre 13,5 milliards de dinars un an plus tôt. C'est ce que révèle le dernier rapport de l'Institut national de la statistique (INS), publié le vendredi 10 octobre 2025.
Cette détérioration résulte principalement d'une hausse des importations, qui ont grimpé à 63,1 milliards de dinars contre 59,9 milliards de dinars sur la même période en 2024. En comparaison, les exportations sont restées quasi stables, passant de 46,4 à 46,41 milliards de dinars.
Les importations tunisiennes ont été principalement tirées par la demande en biens d'équipement, les matières premières et demi-produits ainsi que les biens de consommation. À l'inverse, les achats de produits énergétiques et de produits alimentaires ont diminué.
Concernant les exportations, plusieurs secteurs clés notamment l'énergie et l'agroalimentaire ont reculé. La chute des ventes de produits pétroliers raffinés et d'huile d'olive a pesé sur la balance. Seules les industries mécaniques, électriques et minières ont affiché une performance positive sur la période étudiée.
Concernant les relations commerciales, l'Union européenne demeure le premier partenaire de la Tunisie, concentrant 70,3% des exportations et 43,2% des importations, bien que les exportations vers certains pays comme l'Italie ou l'Espagne aient reculé. En revanche, les échanges commerciaux se sont renforcés avec des partenaires régionaux tels que la Libye, l'Algérie et le Maroc.

PORTÉ PAR LE TOURISME ET LES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS

Le déficit du compte courant recule de 25,9 % en Egypte

Les exportations égyptiennes ont également augmenté de 23,5 % pour atteindre 40,2 milliards de dollars au cours de l'année.

Le compte courant a témoigné d'une amélioration considérable avec la réduction du déficit de 25,9 %, celui-ci s'établit à 15,4 milliards de dollars durant l'exercice fiscal 2024-2025, contre 20,8 milliards de dollars durant l'exercice précédent, d'après le rapport de la Banque Centrale d'Egypte (BCE) publié mardi 7 octobre. La BCE attribue cette progression à la hausse des recettes du tourisme et des transferts de fonds des travailleurs à l'étranger qui ont bondi à des niveaux records. Les exportations égyptiennes ont également augmenté de 23,5 % pour atteindre 40,2 milliards de dollars au cours de l'année.

Record de transferts des Egyptiens à l'étranger

Ces transferts ont atteint un montant record d'environ 36,5 milliards de dollars durant l'exercice financier 2024-2025, contre environ 21,9 milliards de dollars l'année précédente, selon le communiqué de la Banque centrale. Ces revenus constituent l'une des principales sources de devises pour l'Egypte et ils avaient nettement baissé en 2023 et début 2024 en raison de la différence entre le taux de change officiel et sur le marché parrallel avant de rebondir à des niveaux record après les réformes de mars 2024. Les recettes du tourisme ont augmenté de 16,3 % pour afficher un total de 16,7 milliards de dollars au cours du dernier exercice, contre 14,4 milliards de dollars l'année précédente.
Cette hausse est dûe à l'augmentation du nombre de nuitées touristiques, passant à 179,3 millions de nuitées contre 154,1 millions de nuitées lors de la période précédente. Le tourisme est l'un des secteurs en plein essor et le gouvernement s'est fixé pour objectif d'atteindre 30 millions de touristes par an d'ici 2030. Une stratégie nationale a été mise en place prévoyant notamment le développement du secteur hôtelier, l'accroissement de la capacité hôtelière et la modernisation des aéroports dont la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport du Caire qui devrait absorber une capacité supplémentaire de 30 millions de passagers par an.

Baisse des investissements

Les investissements directs étrangers ont témoigné d'une chute drastique pour enregistrer 12,2 milliards de dollars en 2023-2024 contre 46,1 milliards de dollars l'année précédente qui avait compris l'affaire colossale de Ras Al-Hikma pour un montant de 35 milliards de dollars à elle seule.
Ces revenus ont diminué de 45,5 % pour s'établir à 3,6 milliards de dollars, contre 6,6 milliards de dollars US, en raison de la baisse du tonnage net de 55,1 % à seulement 482,8 millions de tonnes, et du nombre de navires en transit de 38,5 % à 12,4 milliers de navires. Depuis le record de 8,8 milliards de livres affiché en 2022/2023, les recettes sont en baisse en raison des tensions dans la mer Rouge qui ont causé la grande majorité des armateurs à changer leurs itinéraires pour éviter les troubles.

IRAK

ExxonMobil fait son retour avec un accord sur un important champ pétrolifère

Le bureau du premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a indiqué que le ministère du Pétrole avait signé un protocole d'accord, décrit comme une « étape importante pour l'avenir du secteur pétrolier irakien et pour le renforcement des relations économiques avec les Etats-Unis ».
Le géant pétrolier américain ExxonMobil fait son retour en Irak après deux ans d'absence, en signant mercredi un accord préliminaire qui pourrait ouvrir la voie au développement d'un immense champ pétrolifère.
Le bureau du premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a indiqué que le ministère du Pétrole avait signé un protocole d'accord pour un projet dans le sud du pays. Présent lors de la cérémonie de signature, M. Soudani a déclaré que cet accord « représente une étape importante pour l'avenir du secteur pétrolier irakien et pour le renforcement des relations économiques avec les Etats-Unis ».
Selon son bureau, le Premier ministre a ajouté que son gouvernement souhaitait collaborer « avec les grandes compagnies pétrolières, en particulier américaines, pour exploiter des champs majeurs comme celui de Majnoon, à Bassora », dans le sud du pays. Le communiqué ne précise pas les détails de l'accord.
Une source au sein du ministère du Pétrole a indiqué à l'AFP que le protocole d'accord visait à contribuer au développement du gigantesque champ de Majnoon, tout en soulignant que la conclusion d'un accord définitif pourrait prendre du temps.
Une société publique irakienne avait pris le contrôle du champ de Majnoon en 2017, après le retrait du groupe anglo-néerlandais Shell. ExxonMobil avait quitté l'Irak en 2024, après s'être retirée du vaste champ de West Qurna 1, jugé peu rentable. Ce dernier a ensuite été repris par une société chinoise.
M. Soudani a souligné le rôle clé d'ExxonMobil dans la « modernisation des infrastructures d'exportation du pétrole irakien, la diversification des routes d'exportation et l'adoption de technologies de pointe dans la production pétrolière afin d'augmenter la production ».
La compagnie publique de commercialisation du pétrole irakien (SOMO) mène également des discussions avec ExxonMobil afin d'obtenir des capacités de stockage à Singapour, selon l'agence de presse officielle INA.
Membre fondateur de l'Opep, l'Irak tire 90% de ses revenus des ventes de brut, qui s'élèvent actuellement à 3,4 millions de barils par jour.

3e FORUM IMMOBILIER DU QATAR

La résilience et la capacité d'adaptation du secteur réaffirmées

Lors de la troisième session intitulée « Perspectives d'avenir du secteur immobilier dans les pays du CCG », qui s'est ouverte aujourd'hui dans le cadre du troisième Forum immobilier du Qatar, des représentants d'entreprises immobilières qataries et saoudiennes ont souligné la résilience et la capacité d'adaptation du secteur immobilier au Qatar et dans la région, mettant en lumière les transformations opérées pour répondre aux exigences du marché.
Son Excellence Cheikh Jassim bin Jabor Al Thani, président-directeur général de SK Real Estate, a expliqué que le secteur immobilier qatari est solide et offre des rendements d'investissement élevés, compris entre 7 et 9 %.
Il a souligné l'ouverture croissante à la propriété étrangère, reflet d'une vision stratégique visant à diversifier l'économie et à promouvoir la durabilité, conformément à la Vision nationale du Qatar 2030.
Pour sa part, Son Excellence Cheikh Nasser bin Abdulrahman Al Thani, président-directeur général de Qetaifan Projects, a indiqué que le projet de l'entreprise répond aux besoins du marché touristique, en insistant sur le rôle de la technologie dans l'adaptation du secteur aux exigences des clients et dans l'exploration de nouveaux projets et marchés.
De son côté, l'ingénieur Ahmed Mohammed Al Tayeb, président-directeur général de Barwa Real Estate, a présenté les développements de l'entreprise, soulignant que son portefeuille opérationnel comprend 40 projets totalisant plus de 37 milliards de riyals qataris dans divers secteurs.
Pour sa part, Monsieur Ayed Al-Qahtani, président du conseil d'administration de la société saoudienne Sumou Real Estate, a insisté sur l'importance de nouer des partenariats et des alliances entre les entreprises des pays du Conseil de coopération du Golfe, de tirer parti de leur expertise et de renforcer la coordination avec le secteur privé, soulignant l'essor considérable que connaît le marché du Golfe.
Monsieur Abdulrahman Al-Hadlaq, président du conseil d'administration d'Asas Makin Real Estate Development and Investment Company, a également mis en avant les transformations observées dans le secteur immobilier en Arabie saoudite et le rôle de soutien joué par les autorités compétentes pour faciliter son développement.

TRANSFORMATION DU CACAO

Le Ghana veut accélérer malgré des défis financiers et agricoles

Le Ghana est le deuxième producteur mondial de fèves de cacao après la Côte d'Ivoire. En dépit d'une capacité de transformation non négligeable déjà installée dans le pays, la majeure partie de la récolte est exportée sous forme brute, limitant la création de valeur ajoutée dans la filière.

Lors de la deuxième édition du Global Gateway Forum à Bruxelles (les 9 et 10 octobre derniers), la vice-présidente du Ghana, Naana Jane Opoku-Agyemang (photo), a réaffirmé l'ambition de son gouvernement d'accroître la transformation du cacao. Cette sortie qui soulève toutefois des questions quant aux moyens concrets qui seront déployés pour surmonter les obstacles fréquemment mentionnés.

L'accès au financement et la disponibilité de la matière première

L'accès au financement, déjà difficile pour les acteurs des filières agricoles, l'est encore plus dans le secteur du cacao au Ghana. Selon plusieurs observateurs, les banques commerciales se montrent réticentes à accorder de nouveaux crédits, y compris aux industriels, en raison de leur forte exposition à la filière. Cette prudence accentue les difficultés des transformateurs locaux, confrontés à des coûts d'emprunt élevés et à un accès restreint au capital.
En effet, le Conseil du cacao (Cocobod), régulateur de la filière, a accumulé environ 32,5 milliards de cedis de dettes (près de 2,7 milliards $) en 2025. Dans la 9e édition du rapport « Economic update » de la Banque mondiale sur le Ghana, publié en juin dernier, l'institution de Bretton Woods estimait que l'instabilité financière du Cocobod et ses opérations quasi fiscales représentent un risque budgétaire majeur. « Malgré les prix élevés du marché, la faible production de cacao et les arriérés substantiels envers les fournisseurs exacerbent les défis financiers du secteur », soulignait alors le rapport.
Par ailleurs, la disponibilité en quantité suffisante de la matière première est indispensable pour faire fonctionner les unités de transformation dont dispose le pays à plein régime. D'après le Département américain de l'Agriculture (USDA), les capacités de transformation de cacao installées au Ghana peuvent permettre de traiter 504 780 tonnes de cacao. Cependant moins de 50 % de ces capacités sont exploitées.
À titre d'exemple, le volume de broyage domestique réalisé par les industriels était de 210 000 tonnes au cours des deux dernières campagnes. Pour expliquer ce paradoxe, l'USDA met en avant l'offre insuffisante de cacao liée à la réduction de la superficie des vergers et aux conditions climatiques peu favorables sur les dernières années. Selon le Cocobod, environ 500 000 hectares de vergers de cacaoyers ne sont plus productifs au Ghana en raison de l'effet combiné de l'expansion de l'orpaillage illégal, du vieillissement de certains cacaoyers et de la prolifération de la maladie virale du cacaoyer (Swollen Shoot). Globalement, la production de cacao au Ghana a chuté de 40 %, passant de 1 million de tonnes en 2020/2021 à 600 000 tonnes en 2024/2025. Pour la nouvelle campagne 2025/2026 en cours, le Cocobod table sur une récolte de 650 000 tonnes. Dans le pays où entre 70 et 80 % de la récolte est engagée dans des contrats à terme, les prévisions de production pour la nouvelle campagne suggèrent que les industriels devraient encore fonctionner en sous-capacité.

Escalade tarifaire

D'un autre côté, la configuration actuelle du marché mondial encourage les expéditions de la matière première sous forme brute et désavantage les expéditions de cacao transformé. Dans une démarche protectionniste, l'Union européenne, principal débouché pour la filière ghanéenne, impose des taxes nulles sur les importations de fèves de cacao tandis que la pâte de cacao peut être imposée à près de 9,6 % et le chocolat fini jusqu'à 25 % en droits standards sur son marché.
Le flux des exportations révèle d'ailleurs une forte dépendance de l'industrie ghanéenne à la commercialisation de fèves de cacao non transformées. Les données compilées sur la plateforme Trade Map indiquent en effet que la filière ghanéenne a engrangé près de 2,9 milliards $ de recettes d'exportation en 2024, dont 55 % proviennent des fèves de cacao, 24 % de la pâte de cacao, 14 % du beurre de cacao, environ 4 % de la poudre de cacao et moins de 1 % de chocolat.

Surmonter les obstacles

Face à ces défis, le Ghana est en quête de solutions. La sortie de la vice-présidente suggère une prise de conscience des obstacles à surmonter pour concrétiser les plans d'industrialisation. Pour la question du financement, Mme Opoku-Agyemang a indiqué que le pays mise sur un renforcement des partenariats établis avec l'Union européenne. « J'ai plaidé en faveur de modèles structurés de financement mixte, combinant investissement en capital, fonds de roulement abordables, mécanismes de partage des risques et appui technique, en particulier pour les petits transformateurs et les opérateurs ruraux. L'Initiative européenne pour un cacao durable et le cadre Global Gateway sont bien positionnés pour concrétiser de tels partenariats », a-t-elle déclaré.
Elle a également exhorté les partenaires mondiaux à revoir les hausses tarifaires qui pénalisent les exportations de cacao transformé.
En ce qui concerne l'offre insuffisante de cacao pour alimenter les unités de transformation locales, les autorités ghanéennes ont déjà lancé plusieurs plans d'action pour redresser la production nationale. Parmi les initiatives récentes, l'annonce en juin dernier de l'acquisition prévue de 200 000 hectares de terres agricoles au profit du Cocobod vise à développer de nouvelles plantations industrielles. L'objectif est de compléter les activités des petits exploitants existants et d'augmenter l'offre de cacao sur le marché intérieur.
A ce stade, il est difficile de déterminer comment ces initiatives se traduiront concrètement dans le renforcement et la transformation de l'industrie locale. Une approche coordonnée ou une feuille de route claire sera nécessaire pour évaluer pleinement leur impact sur la filière cacao ghanéenne.

MALGRÉ UN MARCHÉ DU NICKEL EXCÉDENTAIRE

Les ambitions des projets africains restent intactes

Le prix du nickel est en baisse continue depuis 2022 sur fond d'offre mondiale excédentaire et d'une demande encore limitée sur le marché des batteries. Malgré l'annonce de mesures visant à réduire la production, notamment en Indonésie, les analystes tablent sur un statu quo à court terme.
Alors qu'il s'attend déjà à un surplus de 209 000 tonnes en 2025, l'International Nickel Study Group (INSG) anticipe à nouveau un marché excédentaire du nickel pour 2026. Dans une note publiée le mardi 7 octobre, l'organisation basée à Lisbonne indique un excédent prévu de 261 000 tonnes l'année prochaine, dans un contexte où les prix du nickel restent sous pression en partie à cause de cette offre abondante. Malgré cette conjoncture, le développement de nouveaux projets se poursuit activement en Afrique.
Dans le détail, l'INSG projette une croissance de la production à 4,08 millions de tonnes en 2026, malgré les mesures de réduction de quotas d'extraction en Indonésie, premier producteur mondial de nickel. La même année, la consommation mondiale devrait, indique-t-elle, s'afficher à 3,8 millions de tonnes. De quoi générer un nouvel excédent, la quatrième année consécutive, depuis 2023, selon le document. Ces conclusions s'alignent avec celles faites la semaine dernière par le groupe minier japonais Sumitomo Metal Mining. Ce dernier, cité par Reuters, anticipe de son côté un excédent de 256 000 tonnes en 2026.
C'est dans ce contexte que First Quantum Minerals poursuit notamment en Zambie la montée en régime de sa mine Enterprise, entrée en production commerciale en juin 2024. La société y anticipe une production pouvant aller jusqu'à 25 000 tonnes en 2025. Dans le même temps, le canadien Ivanhoe Mines prépare d'ici fin 2025 la mise en service de son projet Platreef en Afrique du Sud, une future mine qui compte le nickel parmi ses principaux produits, en dehors notamment des métaux du groupe de platine (PGM).
De son côté, Lifezone Metals fait avancer en Tanzanie le projet Kabanga, un actif capable de produire annuellement 50 000 tonnes de nickel pendant 18 ans. Si la date de mise en production n'est pas encore connue, la société vise la décision finale d'investissement pour mi-2026, en vue du lancement de la construction. Des développements qui s'inscrivent globalement dans un contexte général de baisse du marché du nickel, alimentée par une offre en forte progression ces dernières années et une demande relativement modérée du secteur des batteries.

SOUS LA ZLECAF

Les premiers échanges africains prennent forme, mais...

Alors que plusieurs pays multiplient les premiers échanges sous le régime de la ZLECAf, la question de la mise en œuvre réelle de la zone de libre-échange africaine revient au premier plan. Dans un contexte de tensions commerciales et de redéfinition des chaînes d'approvisionnement mondiales, le marché africain cherche encore son rythme.
En fin de semaine dernière, l'Éthiopie a annoncé ses premières expéditions sous le régime de la ZLECAf. La cargaison rassemble de la viande, des fruits et d'autres produits agricoles à destination de la Somalie, du Kenya et de l'Afrique du Sud. Selon les autorités éthiopiennes, ces envois par route et par avion marquent l'entrée effective du pays dans le commerce préférentiel intra-africain. Cette annonce intervient alors que plusieurs États avaient déjà communiqué sur des expéditions similaires. Depuis 2022 et le lancement de la phase pilote de la ZLECAf, connue sous le nom de Guided Trade Initiative (GTI), les premiers contours d'un marché africain intégré se dessinent, à mesure que les pays participants testent les mécanismes tarifaires et douaniers de l'accord.
Selon les parties prenantes, la GTI a été lancée pour tester concrètement les mécanismes de la ZLECAf — dédouanement, certificats d'origine, mise en œuvre des préférences — avant sa généralisation. Un rapport publié en mai 2024 par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique explique que ce dispositif réunit les pays jugés prêts à commercer sous préférences, après vérification de leurs capacités administratives, tarifaires et douanières. Le document rappelle un noyau initial composé de plusieurs États parmi lesquels le Cameroun, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Rwanda, la Tanzanie ou encore la Tunisie. D'après la même source, 13 pays avaient, au début de 2024, rempli les conditions techniques pour échanger dans ce cadre, tandis que plus de vingt avaient déjà transmis leurs offres tarifaires.
Dans l'édition 2025 de son African Trade Report, Afreximbank apporte des précisions utiles. Elle indique qu'à la fin de 2024, la GTI s'était étendue à 38 États. 37 d'entre eux avaient finalisé leurs barèmes tarifaires et modernisé leurs systèmes douaniers, permettant les premières opérations concrètes. L'extension a inclus de grandes économies comme l'Afrique du Sud et le Nigeria et permis les premières expéditions de batteries kényanes et de café rwandais vers le Ghana, avec des frais de douane réduits et des procédures allégées.

PARIS

Nouveau repli en raison des tensions commerciales

La Bourse de Paris débute la séance en net repli mardi matin, dans un marché qui éprouve visiblement le besoin de souffler après sa remontée des dernières semaines et avant le début des publications de résultats du troisième trimestre, qui risquent d'être éclipsées, au moins temporairement, par le regain d'inquiétudes liées au dossier commercial. Le CAC40 lâche 0,7% vers 7881 points après le timide redressement amorcé la veille (+0,2%).

Alors que les marchés avaient salué hier le discours plus modéré de Donald Trump sur la politique commerciale chinoise, le ton est encore monté d'un cran dans la nuit entre la Chine et les Etats-Unis, le ministère chinois du Commerce ayant exhorté les Etats-Unis à faire preuve de 'sincérité' dans leurs négociations en cours.
Pékin a annoncé dans la foulée une série de contre-mesures à l'encontre de cinq filiales du chantier naval Hanwha Ocean liées aux Etats-Unis.
Ce contexte devrait limiter l'appétit des investisseurs pour les actifs risqués et les 'futures' sur indices new-yorkais signalent pour l'instant une ouverture en repli à Wall Street en début d'après-midi, même s'il faudra sans doute attendre la publication à la mi-journée des résultats trimestriels de JPMorgan, Goldman Sachs, Citi et Wells Fargo pour voir se dessiner une véritable tendance.
Les investisseurs attendent avec d'autant plus d'impatience les comptes des grandes banques américaines que le secteur a essuyé l'une des plus mauvaises performances Outre-Atlantique ces dernières semaines, dans l'anticipation de nouvelles baisses de taux d'intérêt de la Fed.
L'attention des opérateurs se portera également vers les résultats de BlackRock, le leader mondial de la gestion d'actifs, et du groupe pharmaceutique Johnson & Johnson, avant que le rythme des publications commence à accélérer au cours des deux semaines à venir.
Les intervenants sont d'autant plus sensibles aux résultats des entreprises que les valorisations sont aujourd'hui considérées comme élevées à Wall Street.
Le ratio cours-bénéfices (PER) du S&P 500 ressort actuellement à 22,8, à comparer à une moyenne de 19,9x sur cinq ans et de 18,6x sur dix ans.
L'optimisme est néanmoins de mise, puisque le consensus attend une croissance de 8% des bénéfices des entreprises du S&P 500 sur la période allant de juillet à septembre, alors que la prévision était de 7,3% au tout début du trimestre, selon les données de FactSet.
Il s'agirait du neuvième trimestre de croissance bénéficiaire des sociétés américaines.
L'Europe se prépare également à quelques semaines délicates avec le coup d'envoi des résultats des entreprises qui se succéderont pendant plus d'un mois.
En attendant les chiffres de LVMH, qui paraîtront ce soir, Ericsson a dévoilé ce matin des résultats trimestriels en hausse, portés par ses mesures de réductions de coût, et Publicis a de nouveau relevé son objectif de croissance organique pour l'année 2025.
Alors que le bal des résultats débute, l'actualité sur le front des statistiques s'annonce bien plus calme en raison de la fermeture des administrations américaines pour cause de 'shutdown', même si le marché a pris connaissance, dans la matinée, de l'indice des prix à la consommation (CPI) final en Allemagne puis de l'indice ZEW du moral des investisseurs, un indicateur important du climat économique.
De l'autre côté de l'Atlantique, Jerome Powell, le président de la Fed, prononcera à Philadelphie un discours qui sera consacré aux perspectives économiques et à la politique monétaire à l'occasion de la conférence annuelle de la National Association for Business Economics (NABE).
Si ces commentaires seront surveillés avec attention par les marchés, notamment en ce qui concerne les questions commerciales, il est peu probable qu'ils altèrent les anticipations de deux nouvelles baisses de taux de 25 points de base en octobre et et décembre.
Le regain d'appétit pour le risque constaté hier sur les places boursières mondiales ne pousse pas les investisseurs à délaisser les obligations souveraines, les rendements des OAT françaises et des Bunds allemands restant figés à respectivement 3,47% et 2,63%.
Sur le front des changes, le dollar repasser dans le rouge face à l'euro, qui en profite pour revenir au-delà de 1,1560.
La faiblesse du billet vert permet à l'or de se distinguer avec un nouveau record absolu de 4.190,9 dollars.
Dans un marché pétrolier privé de catalyseurs, le Brent perd 2% à moins de 62 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) recule de 2% à 58,3 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 13 Octobre 2025
Valeur : 15 Octobre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.1397	130.1547
1	EUR	EURO	150.9621	150.9925
1	GBP	POUND STERLING	173.5196	173.5627
100	JPY	JAPANESE YEN	85.4384	85.4763
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2491	18.2537
1	CHF	SWISS FRANC	162.0669	162.1663
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.9038	92.9411
1	DKK	DANISH KRONE	20.2168	20.2207
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6812	13.6857
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9052	12.9099
1	AED	UAE DIRHAM	35.4305	35.4365
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6947	34.7024
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.9078	424.2331
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9492	44.3910
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2026	14.2042
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8692	23.9916
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2592	3.2694
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.0358	177.0358

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales en repli

Les Bourses mondiales déclinaient mardi, sur fond de tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine tandis que plusieurs résultats de grandes banques américaines sont attendus et que Tokyo a chuté, plombée par une crise politique au Japon. En Europe, la Bourse de Paris reculait de 0,83% en début de matinée, Francfort chutait de 1,05% et Milan de 1,27%. Londres cédait 0,31%. En Asie, la Bourse de Tokyo a chuté de 2,58% à la clôture, après avoir perdu plus de 3% en fin d'échanges, affectée par la crise politique agitant le Japon après l'implosion de la coalition gouvernementale, et dans un marché hanté par une intensification des tensions commerciales sino-américaines. "Le repli des marchés asiatiques traduit un essoufflement de l'appétit au risque, alors que la prudence domine avant les résultats des grandes banques américaines", a noté John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. Selon lui, les investisseurs européens reprennent aussi "leur souffle après le fort rebond de Wall Street". La Bourse de New York a en effet terminé en nette hausse lundi, voyant d'un bon œil le changement de ton du président américain Donald Trump à l'égard de la Chine, après des menaces de droits de douane colossaux qui avaient fait trembler les investisseurs. Le Dow Jones a pris 1,29%, l'indice Nasdaq a grimpé de 2,29%. Mais la Chine s'est dite mardi prête à se battre "jusqu'au bout" s'il le faut sur les droits de douane, tout en déclarant rester ouverte à la discussion. Le géant asiatique impose depuis mardi des droits spéciaux aux bateaux américains entrant dans ses ports, en représailles, dit-il, à des mesures similaires censées entrer en vigueur le même jour aux Etats-Unis contre les bateaux chinois. Parmi les annonces du jour, les investisseurs vont digérer les chiffres de l'emploi au Royaume-Uni qui montrent un taux de chômage au plus haut depuis plus de quatre ans lors des trois mois achevés fin août, à 4,8%, sur un marché du travail qui s'affaiblit. Sur le plan macro-économique, ils surveilleront le discours du président de la Réserve Fédérale américaine (Fed), Jerome Powell à la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Washington.

BOURSE ZURICH

Ouverture en baisse

La Bourse suisse a démarré dans le rouge mardi, après avoir clôturé de justesse dans le vert la veille. Wall Street a pu reprendre son souffle après le changement de ton de Donald Trump concernant la Chine, mais les bourses asiatiques trébuchaient ensemble. Au programme du jour, les investisseurs pourront notamment se pencher sur l'emploi en Grande-Bretagne et le discours de Jerome Powell.
"Le repli des marchés asiatiques traduit un essoufflement du rallye de risque, alors que la prudence domine avant les résultats des grandes banques américaines", explique John Plassard de Cité Gestion.
La Bourse de New York a clôturé avec un Dow Jones prenant 1,29%, un indice Nasdaq gagnant 2,29% et un indice élargi S&P 500 s'offrant 1,56%. Côté marchés asiatiques, la Bourse tokyoïte chutait de 3%, minée par une violente crise politique dans l'archipel. Séoul a chuté de 0,63%, Taipei de 0,48% et l'indice hongkongais Hang Seng de 1,77%.
"Parallèlement, la baisse des cryptomonnaies et flambée des métaux précieux, considérée comme un refuge face à la volatilité et aux craintes budgétaires, souligne un regain d'aversion au risque qui pourrait peser sur l'appétit des investisseurs européens à l'ouverture", ajoute M. Plassard. L'or a atteint 4179,70 dollars l'once et l'argent 53,54 dollars l'once vers 05h30 mardi.
L'inflation en Allemagne a bien augmenté de 2,4% en septembre sur un an, pour le deuxième mois consécutif, selon des chiffres définitifs publiés mardi, de quoi conforter la Banque centrale européenne (BCE) à maintenir une pause sur ses taux.
Les places européennes ont ouvert en repli, Paris perdant 0,93%, Francfort prenant 0,60% et Londres grapillant 0,16%. Vers 09h10, le Swiss Market Index (SMI) lâchait 0,37% à 12'438,10 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,45% à 2016,30 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,40% à 17'153,46 points. Sur les trente valeurs vedettes, huit optaient pour le vert et 22 pour le rouge.
Sur le podium, Givaudan gagnait 1,4%. Le géant genevois des arômes et des parfums a dévoilé un chiffre d'affaires en légère progression sur neuf mois. Il dit avoir dû faire aux aléas géopolitiques, commerciaux et macroéconomiques actuels. Swiss Life prenait la seconde place (+1,1%) et Holcim la troisième (+1,0%). La lanterne rouge revenait à VAT (-1,9%) sans indications particulières. Pour les trois poids lourds, Nestlé avançait de 0,5%, tandis que Novartis et le bon Roche reculaient respectivement de 0,3% et 0,9%.
Sur le marché élargi, Straumann lâchait 1,2% après des commentaires d'analystes. Et, Swiss Re (-1,0%) souffrait d'un abaissement de la note par Banque royale du Canada (RBC).
Bossard gonflait de 7,4%. Le spécialiste des systèmes de fixation a vu ses ventes croître au troisième trimestre, portées notamment par ses rachats en Europe. La force du franc a pesé. Le groupe a également fait part de ses ambitions annuelles.

FRANCE

Comment le gouvernement compte réduire le déficit de la Sécurité sociale

Dans la mouture actuelle du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, le gouvernement table sur un déficit de 17,5 milliards d'euros des comptes sociaux en 2026, en baisse par rapport à 2025 (-23 milliards d'euros).

Le « trou » de la Sécu pourrait bien commencer à rétrécir. Dans la version actuelle du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026 du gouvernement, le solde de l'ensemble des branches de la Sécurité sociale ne devrait être déficitaire « que » de 17,5 milliards d'euros en 2026, après un déficit record hors période de crise de 23 milliards d'euros en 2025. « Cette nette amélioration du solde repose sur une progression des dépenses bien moindre que celle des recettes », précisent les motifs du PLFSS.

Cette importante diminution du déficit est liée au gel prévu des pensions et des prestations sociales (la fameuse année blanche tant décriée par les oppositions) ainsi qu'à « la montée en charge des effets de la réforme des retraites », dont la suspension pourrait toutefois être la condition sine qua non de la survie du second gouvernement Lecornu.

La hausse des recettes est quant à elle surtout liée à l'augmentation de la masse salariale du secteur privé (+2,3 %), la socialisation des compléments de salaires

permettant de financer la solidarité entre les travailleurs.

La branche maladie déficitaire de 12,5 milliards d'euros

Une fois n'est pas coutume, le déficit pour 2026 est principalement dû au déficit de la branche maladie (-12,5 milliards d'euros) et dans une moindre mesure à celui de la branche vieillesse (-3,1 milliards).

Ces deux branches sont les plus mises à contribution, la branche maladie finançant près de 80 % de la consommation de soins et de biens médicaux en France (soit 249 milliards d'euros en 2023), notamment par le biais du remboursement des soins et médicaments et la prise en charge des affections de longue durée. La branche vieillesse verse pour sa part les pensions de retraite des Français.

ALLEMAGNE

Hausse de l'inflation à 2,4% confirmée en septembre

L'inflation en Allemagne a bien augmenté en septembre, pour le deuxième mois consécutif, selon des chiffres définitifs publiés mardi, de quoi conforter la Banque centrale européenne (BCE) à maintenir une pause sur ses taux. L'indice des prix à la consommation a progressé de 2,4% sur un an en septembre au sein de la première économie européenne, après 2,2% en août et 2% en juillet et juin, selon l'institut de statistiques Destatis. L'inflation avait baissé au début de l'année, atteignant cet été la cible de 2% visée par la Banque Centrale Européenne. Ruth Brand, la présidente de Destatis, a noté que la hausse est tirée par les prix des services, qui ont continué d'augmenter à un rythme supérieur à la moyenne (+3,4%). De plus, la baisse des prix de l'énergie (-0,7%) s'est atténuée «significativement». Les prix des aliments ont augmenté de 2,1% sur un an. L'inflation est la plus marquée sur le sucre, miel et confitures (+6,5%), sur les fruits (+5,1%), les produits laitiers et œufs (+3,6%) ainsi que la viande (+3,2%). Cette hausse reflète l'augmentation de l'inflation dans la zone euro en septembre, à 2,2% sur un an. Elle a augmenté en France, à 1,2%, après 0,9% en août, et à 2,9% en Espagne, soit deux dixièmes de point de plus sur un mois. Le taux est resté stable à 1,6% en Italie, toujours sur un an. Début septembre, la BCE a confirmé la pause dans son cycle de baisse des taux engagé en juin 2024 après s'être efforcée de contenir la flambée des prix post-Covid et liée à la guerre en Ukraine.

ETATS-UNIS

Trump reçoit Milei pour sceller l'aide financière américaine à l'Argentine

L'annonce chiffrée, qu'avait précédé fin septembre une première promesse de soutien du Trésor de faire «tout le nécessaire», a eu un effet dopant sur la monnaie argentine.

Le président ultralibéral argentin Javier Milei doit être reçu mardi à la Maison blanche par son allié idéologique Donald Trump pour sceller l'aide américaine annoncée il y a quelques jours, oxygène à la fois pour l'économie argentine et son président, malmenés à deux semaines d'une élection clef.

Le Trésor américain a annoncé jeudi une aide financière, sous forme d'un échange bilatéral de devises, dit «swap», pour 20 milliards de dollars, et d'une intervention américaine directe sur le marché des changes, pour acheter et soutenir un peso sous pression, soulageant les réserves de la Banque centrale argentine. L'annonce chiffrée, qu'avait précédé fin septembre une première promesse de soutien du Trésor de faire «tout le nécessaire», a eu un effet dopant sur la monnaie argentine.

Après une dégringolade la semaine dernière, il s'est raffermi juste après l'annonce de Scott Bessent, secrétaire américain au Trésor, et poursuit lundi sa remontée: à 1370 pesos pour un dollar au taux officiel, contre 1490 jeudi, soit un gain de plus de 8% en quatre jours. La présidence argentine n'a pas donné de détails sur la visite de Milei, qui voyageait lundi, autre qu'une réunion suivie d'un déjeuner de travail avec Donald Trump. Sans pour autant garantir d'annonces depuis Washington, Javier Milei a indiqué dans une interview radio lundi que «si certaines choses sont conclues, elles feront l'objet d'annonces. Sinon, ce sera pour plus tard».

Le soutien américain intervient à un moment critique pour Javier Milei. Dans quelques jours, le 26 octobre, il fait face à des législatives de mi-mandat indécises, qui vont déterminer sa marge de manœuvre parlementaire, sa capacité à gouverner pour ses deux ans restant de présidence.

L'incertitude liée au scrutin -et au maintien ou non du cap d'austérité de Javier Milei- avait mis l'économie argentine, la 3e d'Amérique latine, à la merci de turbulences financières ces dernières semaines.

GRÈCE

Nouvelle grève générale contre la journée de travail de 13 heures

De nombreux secteurs d'activités sont entrés en grève générale mardi en Grèce, deux semaines après un premier mouvement pour protester contre une réforme du gouvernement conservateur qui instaure la possibilité, sous certaines conditions, d'une journée de travail de 13 heures, selon des médias sur place. Métros, trams, trains de banlieue ne vont fonctionner qu'à certaines heures, tandis que des manifestations sont prévues dans les grandes villes du pays, à la veille du vote prévu au parlement de ce projet de loi controversé. "Le temps de travail n'est pas une marchandise, ce sont nos vies!", proclame une affiche dans le centre d'Athènes, sous le slogan: "Non aux 13 heures!". Les syndicats et l'opposition de gauche sont vent debout contre un projet "digne du Moyen-âge", comme l'ont scandé des syndicalistes lors d'une première grève générale le 1er octobre. Le projet de loi prévoit notamment que, moyennant rémunération supplémentaire, un employé puisse travailler jusqu'à 13 heures par jour pour un seul employeur. Cette disposition ne sera valable que "jusqu'à 37 jours par an" et sur la base du volontariat, a assuré la ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Niki Kerameus. La Confédération des travailleurs grecs (GSEE) assure que beaucoup d'employés n'auront guère la possibilité de refuser de travailler 13 heures, "compte tenu du rapport de forces déséquilibré entre employeur et salarié, renforcé par la précarité qui prévaut sur le marché du travail", selon une lettre adressée à la ministre fin septembre. La durée légale du temps de travail quotidien en Grèce est actuellement de huit heures, avec la possibilité d'effectuer jusqu'à trois heures supplémentaires.

CHINE

Echanges commerciaux de 4.730 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2025

Les échanges commerciaux de la Chine, libellés en yuan, ont atteint 33.610 milliards de yuans (environ 4.730 milliards de dollars) au cours des neuf premiers mois de 2025, enregistrant une hausse de 4% en glissement annuel, selon des données officielles publiées lundi.

Les exportations de marchandises ont constitué le principal moteur de la croissance, progressant de 7,1% sur un an pour atteindre 19.950 milliards de yuans, tandis que les importations se sont établies à 13.660 milliards de yuans, en léger recul de 0,2%, a indiqué l'Administration chinoise des douanes (AGD). Sur la même période, le commerce de marchandises avec les pays partenaires de l'initiative "Ceinture et Route" a totalisé 17.370 milliards de yuans, en hausse de 6,2% par rapport à l'année précédente, selon les données de l'AGD. Les échanges commerciaux avec les pays membres de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est), l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie centrale ont augmenté respectivement de 9,6%, 3,9%, 19,5% et 16,7%, tandis que ceux avec les autres économies de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) ont progressé de 2%, précise la même source.

CYBERCRIMINALITÉ

les données de 6 millions de clients de cette compagnie aérienne en ventes sur le dark web

La compagnie aérienne Qantas vient de confirmer le vol des données personnelles de 5 millions de ses clients. Elles sont, en toute vraisemblance, en vente sur le dark web.

«Qantas fait partie des nombreuses entreprises à travers le monde dont les données ont été divulguées par des cybercriminels à la suite d'un incident cybernétique survenu début juillet, au cours duquel des données clients ont été volées via une plateforme tierce. Avec l'aide d'experts en cybersécurité, nous enquêtons actuellement sur la nature des données qui ont été divulguées», a indiqué la firme ce 12 octobre.
Survenu en juillet 2025, ce vol de données s'inscrit dans une vague plus large de cyberattaques mondiales menées entre avril 2024 et septembre 2025. Gap, Vietnam Airlines, Toyota, Disney, McDonald's, IKEA ou encore Adidas sont également affectées.

Lapsus$ une nouvelle fois en cause

Selon la compagnie australienne, plus d'1 million de clients ont vu des informations sensibles exposées, comme leur numéro de téléphone, leur date de naissance ou leur adresse postale. En tout, 5 millions d'usagers sont concernés par la fuite de données, mais pour les autres, seuls le nom et l'adresse e-mail auraient été dérobées. Aucun numéro de carte bancaire ou passeport n'aurait été compromis, bien que les identifiants de fidélité, les e-mails personnalisés ainsi que d'autres informations de contact figurent bien dans les fichiers diffusés.
À la manœuvre de cette vaste attaque, on retrouve un groupe désormais très connu des experts en cybersécurité : Scattered Lapsus$ Hunters. Spécialiste des ransomwares, cette organisation est très active dans les pays occidentaux. Récemment, ses membres sont parvenus à infiltrer le canal ultra-sensible de Google réservé à la police, et ont également participé aux négociations portant sur le vol de données chez Red Hat.

Des cyberattaques toujours plus nombreuses

Dans le cas de Qantas, le collectif a publié une note d'extorsion sur un site du dark web la semaine dernière, exigeant une rançon pour ne pas diffuser les données volées. Une fois le délai expiré, les hackers ont marqué les données comme « fuitées », accompagnant leur message d'une phrase cinglante : « Ne faites pas la prochaine une. Vous auriez dû payer la rançon ».
Malheureusement, ce type de cyberattaques est toujours plus courant, alors que les groupes de cybercriminels ont toujours plus tendance à s'allier entre eux pour étendre la portée de leurs offensives.
De son côté, Qantas appelle exhorte ses clients à redoubler de vigilance. La compagnie recommande d'ignorer tout message suspect se réclamant d'elle, de ne jamais divulguer de données sensibles ou encore, d'activer la double authentification.

Un mystérieux trader fait sauter la banque en misant contre le Bitcoin

La dernière chute du Bitcoin a fait un heureux assez mystérieux. Un trader qui a beaucoup gagné, et compte encore gagner beaucoup d'argent en faisant la même chose.
En fin de semaine dernière, le Bitcoin a connu un effondrement brutal, durant la soirée du vendredi. Résultat, ce sont près de 20 milliards de dollars qui se sont évaporés en 24 heures, un record dans l'histoire des cryptomonnaies.
Mais il ne s'agissait pas de pertes pour tout le monde, comme on peut le voir avec cette histoire incroyable.

Un trader réussit un coup exceptionnel au moment de l'effondrement du Bitcoin

Un trader inconnu a fait un coup fumant il y a quelques jours. Cet individu a en effet ouvert un short contre le Bitcoin quelques minutes avant la déclaration furieuse de Donald Trump, à l'origine de l'effondrement soudain de la cryptomonnaie.
Pour rappel, un « short » en finance est un pari pris par un trader sur la baisse de la valeur d'un actif. Résumé grossièrement, si l'actif voit sa valeur monter, le trader perd l'argent mis en jeu, et au contraire, si l'actif voir sa valeur reculer, alors il en gagne.
Et avec ce timing extraordinaire, le fameux trader mystère a réussi à gagner en un seul coup quelque 192 millions de dollars. Un hold-up exceptionnel !

Le même trader lance un nouveau pari

Enfin, exceptionnel… Peut-être pas tant que ça, puisque le même trader n'en a pas assez, semble-t-il, et qu'il vient tout de juste de placer un nouvel ordre de « short » sur le Bitcoin, qui pourrait lui rapporter 161 millions de dollars cette fois. Si le Bitcoin revenait à 125 000 dollars, le trader en question serait alors liquidé.
Le petit jeu de ce dernier a en tout cas créé des doutes sur un potentiel délit d'initié. Et si son nouveau short venait à payer autant que le précédent, il paraîtrait d'un coup assez clair que l'individu en question bénéficie d'informations privilégiées. On attend maintenant de voir si c'est le cas, ou s'il a trop testé sa chance.

Brèves

La triade CIA, un modèle dépassé

La triade CIA (Confidentialité, Intégrité, Disponibilité), pilier historique de la cybersécurité depuis la Guerre froide, est aujourd'hui jugée obsolète face aux menaces du XXIe siècle. Selon notre confrère CSO, persister à utiliser ce cadre classique est inadapté pour contrer les attaques avancées actuelles, qui ciblent non seulement les données, mais aussi la confiance, la résilience et l'agilité des organisations. Les experts recommandent de dépasser cette vision, en intégrant de nouveaux principes tels que la gestion proactive des risques, l'adaptabilité face aux incidents et la prise en compte des enjeux humains et économiques. Cesser d'employer une approche héritée du passé est essentiel pour répondre efficacement à la sophistication des cybermenaces modernes, et protéger les infrastructures critiques dans un contexte d'évolution continue.

OpenAI s'allie à Broadcom pour concevoir sa 1ère puce IA

Ce projet, conclu dans le cadre d'un nouvel accord sur les semi-conducteurs, vise à doter OpenAI d'un accélérateur pour ses besoins croissants en calcul. Broadcom, réputé pour son expertise dans la conception de puces réseau et sur mesure, prendra en charge la fabrication et l'assemblage du circuit, ouvrant à OpenAI la voie vers une autonomie accrue dans l'infrastructure IA. Ce choix illustre l'évolution du secteur, où les grands acteurs de l'IA cherchent à s'affranchir des géants historiques du hardware comme Nvidia, Intel ou AMD, tout en sécurisant leur chaîne technologique face aux enjeux de scalabilité et de souveraineté.

La Russie lance un plan décennal pour la lithographie EUV

L'Institut de physique des microstructures russe (IPM RAS) a publié son ambitieux plan sur dix ans pour développer une machine de lithographie EUV nationale, distincte des systèmes ASML. Le projet, étalé de 2026 à 2037, intègre une architecture originale reposant sur un laser à l'état solide, une source plasma au xénon, et des miroirs ruthénium/beryllium pour travailler à 11,2 nm. Trois étapes sont prévues : prototype 40 nm dès 2028, scanner 28 nm puis 14 nm en 2032, enfin support du sous-10 nm en 2036. À terme, la solution vise un coût inférieur à celui d'ASML, pour des fabs petites et moyennes. Néanmoins, défis techniques majeurs et incertitude sur la capacité industrielle subsistent. Comme les initiatives similaires en Chine, ce projet stratégique illustre la volonté russe de contourner les restrictions occidentales et vise l'autonomie sur le marché des semi-conducteurs.

PLONGEON DU BITCOIN ET LES CRYPTOMONNAIES

Plus de 20 milliards évaporés en une journée !

Le Bitcoin a connu une fin de semaine éprouvante, avec un flash crash inquiétant. Et comme souvent dernièrement, c'est dû aux bisbilles entre les deux géants de ce monde.
Le Bitcoin a connu quelques derniers mois assez fous, avec un record qui a fini par s'établir au-delà de la ligne des 125 000 dollars. Mais si l'or numérique fascine par sa capacité à toujours monter plus haut, il est aussi sensible à certains problèmes sur la planète. Ce qui peut l'entraîner à tomber bas très rapidement, comme lors du week-end dernier.

Un week-end noir pour le Bitcoin

Aucun amoureux des crypto-monnaies n'a pas pu rater le week-end cauchemardesque que vient de vivre le Bitcoin. Vendredi, la cryptomonnaie la plus valorisée au monde voyait son cours s'effondrer et perdre près de 10%, passant de près de 122 000 à environ 110 000 dollars (avec une mèche qui a même atteint les 102 000 dollars sur Binance).
Résultat de ce soudain effondrement, le marché a enregistré en 24 heures 19,31 milliards de dollars de liquidations. On estime que 1,6 million de traders ont été liquidés durant cet événement gigantesque, puisqu'il s'agit de la plus grande liquidation jamais enregistrée dans l'histoire du Bitcoin.

Les tensions commerciales sino-américaines ont fait peur au marché

Et la raison pour laquelle tout s'est brièvement effondré tient au retour de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis. En effet, jeudi, la Chine annonçait un ensemble de restrictions importantes imposées sur les terres rares, et qui deviendront effectives le 8 novembre prochain. En réponse, le président des États-Unis a publié le lendemain sur son réseau Truth Social une de ses mercuriales dont il a secret, et dans laquelle il indiquait que Washington réimposerait au 1er novembre prochain des droits de douane de 100% (s'ajoutant à ceux déjà en vigueur) contre la Chine. Depuis, Donald Trump a changé de ton et explique que « le très respecté président Xi a juste eu un mauvais moment. Il ne veut pas de dépression pour son pays, et moi non plus. » De quoi permettre d'apaiser les tensions ?

LA VENTE AUX ENCHÈRES DU SIÈCLE ?

1 300 voitures retrouvées dans une ferme en Alabama

1 300 automobiles viennent d'être retrouvées en Alabama, datant des années 1920 à nos jours, américaines pour la plupart bien que quelques européennes fassent aussi partie du lot. Une première vente aux enchères comportant 180 lots sans aucun prix de réserve est actuellement en ligne et jusqu'au 24 octobre prochain.

Ceci n'est pas une sortie de grange conventionnelle. Il s'agit davantage d'une collection automobile qui refait surface après des décennies restée dans l'oubli. Au fin fond de l'Alabama, dans le sud-est des Etats-Unis, Greg Rusk, un homme d'affaire œuvrant dans l'état voisin du Mississippi, a passé une bonne partie de sa vie à accumuler des automobiles, en grand nombre.

Pas moins de 1 300 véhicules stockés dans 6 bâtiments perdus au milieu de la végétation et qui, au fil du temps, a repris ses droits, viennent d'être mis à jour. Malheureusement, certains d'entres eux n'ont pas eu la chance d'être stockés à l'abri des intempéries. Le climat chaud et humide de l'Alabama n'étant pas l'idéal pour conserver châssis et carrosseries, quelques raretés ne sont pas loin de tomber en lambeaux. Tous ne pourront pas être sauvées.

Les véhicules seront mis à la vente aux enchères, sans prix de réserve, sur la plateforme Hagerty Marketplace. Devant l'ampleur de la collection, la vente sera fractionnée par vague d'environ 200 véhicules. Le premier lot comportant 180 automobiles est en ligne depuis début octobre, les enchères seront closes le 24 octobre prochain. Cette première sélection est éclectique, balayant un très large spectre allant d'une Jaguar XK 120 Roadster datant de 1953 dotée d'une boîte manuelle à 5 rapports, à une Buick Le Sabre break transformée en ambulance en hommage au film Ghostbuster, en passant par une Chevrolet SSR et une Ford Model A de 1931.

Une Porsche 911 atypique

Au beau milieu d'un très large panel d'automobiles américaines de la fin des années 1920 à nos jours, quelques européennes sortent du lot. A l'image d'une Porsche 911 de 1967 qui n'est plus du tout en état d'origine mais qui intéresse tout de même les acheteurs.

A l'heure où nous écrivons ses lignes, l'enchère la plus élevée pour cette Porsche 911 est de 19 911 $ soit l'équivalent de 17 185 €. Toutefois, le véhicule qui pour l'instant à la cote la plus haute est une Chevrolet Corvette Stingray Coupé datant de 2020.

Il s'agit d'une première main avec seulement 254 miles (un peu plus de 400 km) au compteur. Le bolide se distingue donc pour l'instant par la plus haute enchère (50 200 $ soit l'équivalent 43 329 €). Reste maintenant à savoir combien cette vente hors norme rapportera au marteau...

Les dates officielles du Mondial de l'Auto : de retour à Paris en 2026

À un an de sa réouverture, le Mondial de l'Auto confirme son retour en force. Après une édition 2024 réussie, l'événement biennal retrouvera Paris du 12 au 18 octobre 2026, avec davantage de constructeurs annoncés, des premières mondiales et une ambiance toujours placée sous le signe de la fête automobile.

Le compte à rebours est lancé. Dans 365 jours, le Mondial de l'Auto rouvrira ses portes à Paris Porte de Versailles pour sa 91e édition, qui se déroulera du 12 au 18 octobre 2026.

Ce salon biennal, organisé en alternance avec l'IAA de Munich qui a eu lieu début septembre, demeure l'un des rendez-vous automobiles les plus emblématiques d'Europe. L'édition 2024 avait marqué le renouveau de l'événement parisien : 48 marques exposantes, plus de 500 000 visiteurs (508 007 très exactement) et un public mêlant passionnés, familles et professionnels. Après plusieurs années d'incertitude et de crise sanitaire, le défi du salon avait été de renouveler le format et de reconquérir une partie de son public. Un pari réussi pour les organisateurs, même si plusieurs constructeurs majeurs, notamment allemands et japonais, avaient choisi de ne pas s'y rendre.

Des constructeurs de retour après avoir déserté

La bonne nouvelle pour 2026, c'est que sans encore dévoiler la liste complète des participants, les organisateurs laissent entendre que plusieurs retours de constructeurs sont en préparation, signe de la confiance retrouvée de l'industrie.

L'édition 2026 promet ainsi un événement "encore plus riche et diversifié".

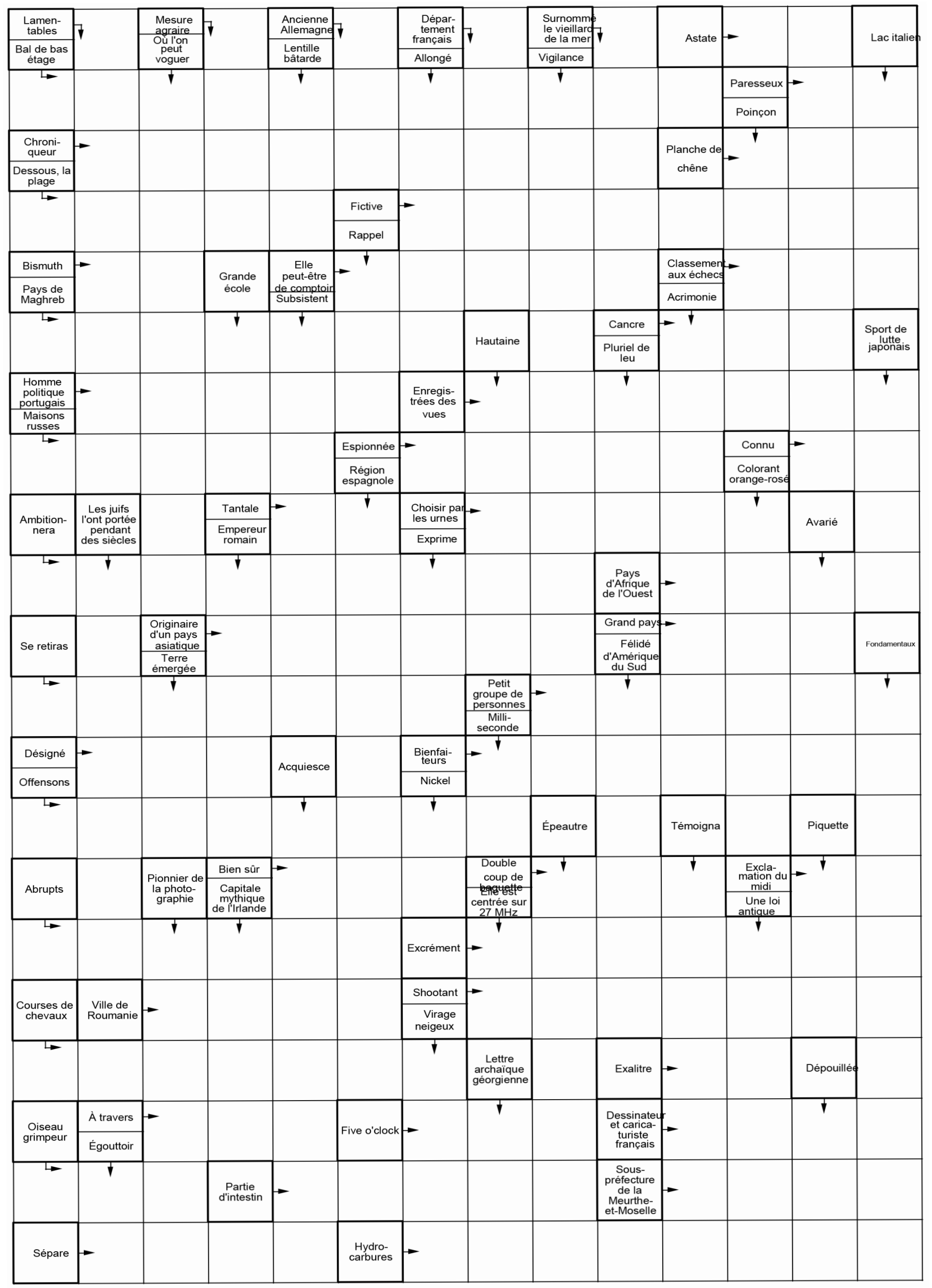
Le Mondial de l'Auto 2026 conserve la signature "Let's Celebrate!", symbole d'un salon recentré sur la convivialité et le plaisir de redécouvrir l'automobile sous toutes ses formes : design, innovation, performance et savoir-faire industriel. Plus qu'un simple salon d'exposition, les visiteurs pourront tester, échanger et s'immerger dans l'univers automobile à travers des expériences inédites.

Pour Serge Gachot, directeur du Mondial de l'Auto, "les constructeurs sont déterminés à aller à la rencontre du public et à dévoiler leurs nouveautés". L'objectif est clair : montrer que l'automobile reste un vecteur d'émotion, d'innovation et de lien social à un moment où sa place dans la société est souvent remise en question.

Un salon pionnier tourné vers l'avenir

Le Mondial de l'Auto, c'est une histoire qui remonte à 1898, et qui incarne l'histoire de l'automobile et son évolution. En 2026, les organisateurs expliquent vouloir renouer avec l'esprit des grandes éditions du passé : des premières mondiales, des concept-cars, mais aussi une ouverture à la mobilité du futur, électrique et connectée. En retrouvant la confiance des constructeurs et du public, le salon parisien s'affirme plus que jamais comme un symbole de passion. À un an de l'ouverture, le message est clair : l'automobile a toujours sa fête, et elle aura bien lieu à Paris l'année prochaine !

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 15 octobre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 61,5 dollars

Les cours du pétrole reculaient de nouveau mardi, sur fond de craintes relatives à la guerre commerciale entre Washington et Pékin, susceptible d'affecter la demande, d'autant que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe un marché en surplus. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, perdait 2,72% à 61,60 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, baissait de 2,87% à 57,78 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

34 morts et 1729 blessés en une semaine

Trente-quatre (34) personnes sont décédées et 1729 autres ont été blessées dans 1408 accidents de la route survenus entre le 5 et le 11 octobre en cours à travers plusieurs wilayas du pays, indique un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Médéa avec 3 personnes décédées sur les lieux d'accident et 72 autres blessées suite à 36 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1919 interventions pour procéder à l'extinction de 1359 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (152 incendies), Tizi-Ouzou (132 incendies) et Blida (70 incendies).

COMMUNICATION

Le ministre reçoit une délégation du groupe parlementaire des Indépendants

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a reçu une délégation du groupe parlementaire des Indépendants au Conseil de la nation, avec lequel il a évoqué le rôle vital du secteur des médias dans l'accompagnement de l'action législative et les défis auxquels il est confronté à la lumière des évolutions technologiques effrénées, indique mardi un communiqué du ministère. Cette délégation, composée du président du groupe parlementaire des Indépendants au Conseil de la nation, M. Bettahar Lazreg, et des membres du groupe, a rendu une visite de courtoisie au ministre de la Communication, à l'occasion de sa nomination à la tête du secteur, précise le communiqué, soulignant que la rencontre a "permis d'évoquer nombre de questions liées au secteur de l'information et de la communication et d'examiner les moyens de son développement, au service de l'intérêt national et du renforcement de la performance des établissements médiatiques". Dans ce contexte, M. Bouamama a mis en avant "l'importance de la coopération institutionnelle", insistant sur "le rôle vital des médias dans l'accompagnement de l'action législative". Les deux parties ont également évoqué "les défis auxquels les médias nationaux sont actuellement confrontés, à la lumière des évolutions technologiques effrénées", insistant sur "la nécessité d'une action commune pour améliorer leurs performances et renforcer leur rôle, notamment dans la transmission des préoccupations des citoyens et l'accompagnement des aspirations de la société". De son côté, la délégation du Conseil de la nation a salué "les efforts déployés par le ministère pour la modernisation et la promotion du secteur", selon le communiqué. Au terme de la rencontre, les deux parties sont "convenues de poursuivre la coordination et d'intensifier la concertation en vue de développer les mécanismes de coopération au service de l'intérêt général et du renforcement de la place des médias nationaux", conclut la même source.

HYDROCARBURES ET MINES

Volonté de bâtir des partenariats stratégiques entre l'Algérie et la Colombie

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, Son Excellence M. José Antonio Solarte Gomez, ambassadeur de la République de Colombie en Algérie, a indiqué le ministère dans un communiqué. La rencontre s'est déroulée en présence de Mme Karima Bekir Tafer, secrétaire d'État auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, ainsi que de plusieurs cadres du ministère.
Les deux parties ont examiné les moyens de renforcer les relations de coopération bilatérale entre l'Algérie et la Colombie, notamment dans les domaines des hydrocarbures et des mines, et ont échangé sur les perspectives de leur développement à la lumière des relations historiques qui unissent les deux pays. Les discussions ont également porté sur les opportunités de partenariat et d'investissement entre les entreprises des deux pays dans divers secteurs d'intérêt commun.
Un accent particulier a été mis sur les moyens de renforcer la coopération entre le groupe Sonatrach et les entreprises colombiennes actives dans les domaines du pétrole, du gaz et de la pétrochimie. À ce titre, M. le ministre d'État a invité les partenaires colombiens à participer aux appels d'offres internationaux lancés par l'Algérie, notamment dans les activités de recherche et d'exploration d'hydrocarbures. Les échanges ont également abordé les voies d'élargissement de la coopération dans le secteur minier, à travers le développement de projets de partenariat dans les domaines de la prospection, de l'exploration, de l'exploitation et de la transformation des ressources minérales. Il a été convenu de valoriser l'expérience colombienne dans ce domaine, notamment en matière d'échange d'expertise technique et scientifique, ainsi que dans la formation aux métiers miniers. Lors de cette rencontre, M. Mohamed Arkab a réaffirmé la volonté de l'Algérie de bâtir des partenariats stratégiques, équilibrés et fructueux avec les pays amis, fondés sur le principe du bénéfice mutuel, du transfert de technologie et de la valorisation des ressources nationales. Il a souligné l'importance de s'inspirer des expériences internationales réussies, en particulier celle de la Colombie dans le développement des industries pétrolières et gazières et dans l'exploitation des richesses minières, au service des objectifs du développement durable. Pour sa part, Son Excellence l'ambassadeur de Colombie a exprimé la considération de son pays pour les opportunités de coopération qu'offre l'Algérie, rappelant que cette dernière est un partenaire historique et ami de la Colombie. Il a réaffirmé la volonté de son pays de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et des mines, et de promouvoir la coopération Sud-Sud comme levier essentiel pour approfondir le partenariat économique et le hisser au niveau des excellentes relations politiques et diplomatiques qui unissent les deux nations.

SALON "ARTIGIANO IN FIERA" EN ITALIE

Ouverture des inscriptions pour les entreprises et artisans souhaitant y participer

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions aux entreprises et artisans algériens souhaitant participer au Salon international de l'artisanat "Artigiano in fiera", prévu du 30 novembre au 7 décembre 2025 à Milan (Italie).
Les secteurs concernés incluent notamment les produits alimentaires et boissons fabriqués par des artisans, les produits cosmétiques, les produits naturels, les œuvres d'art et créations exclusives, ainsi que les produits en céramique, en verre et en métal, indique le communiqué. Le ministère a fixé la date du 20 octobre courant comme dernier délai pour s'inscrire via le lien : https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/artigiano-in-fiera-2025 ou par courriel à l'adresse suivante: globalalgeriantradevent@mcepe.gov.dz . Ce salon offrira aux exposants l'occasion pour la vente directe de leurs produits à un public international pouvant atteindre plus d'un (1) million de visiteurs, avec la possibilité d'établir des contacts avec de grands distributeurs, acheteurs et enseignes de luxe, et se renseigner sur les exigences du marché européen, à travers l'interaction directe avec les consommateurs, selon le communiqué. Cette participation s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère visant à valoriser la créativité artisanale algérienne et à mettre en avant la qualité et la singularité du produit national dans l'un des plus prestigieux salons internationaux spécialisés dans l'artisanat et les métiers, outre l'ouverture de nouvelles perspectives d'exportation vers les marchés européens, ajoute la même source.

SANTÉ

Lancement du programme national de greffe du foie en Algérie

Une convention de partenariat a été signée ce mardi à Alger entre la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et l'Établissement hospitalier spécialisé Pierre et Marie Curie (CPMC), dans le cadre du lancement du premier programme national de greffe du foie à partir de donneurs vivants.
La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, ainsi que de plusieurs responsables du secteur de la santé et de la sécurité sociale. Cette initiative s'inscrit dans les efforts visant à renforcer l'offre nationale de soins et à garantir la durabilité des systèmes de santé efficaces, en parfaite cohérence avec la stratégie nationale du secteur sanitaire. Aux termes de cette convention, le CPMC est désormais reconnu comme centre hospitalo-universitaire de référence chargé de l'accueil des patients et de la réalisation des opérations de transplantation hépatique. Les premières greffes seront effectuées en collaboration avec des experts internationaux disposant d'une expérience reconnue dans le domaine, afin d'assurer un transfert de compétences et de garantir les meilleurs standards médicaux. Ce partenariat marque une étape décisive dans la modernisation du système de santé algérien, en offrant aux patients une prise en charge de haut niveau à l'intérieur du pays et en réduisant le recours aux soins à l'étranger.

RÉSEAU D'EAU POTABLE

Le système de télégestion ouvrira de nouvelles perspectives pour une gestion précise

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné, mardi à Saïda, que l'utilisation du système de télégestion ouvrira de nouvelles perspectives pour une gestion plus précise du réseau d'eau potable, contribuant ainsi à l'amélioration du service public de l'eau. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a expliqué que cette nouvelle technologie permettra de contrôler à distance toutes les installations liées à l'eau potable, y compris les vannes, les canalisations, les stations de pompage et les installations de stockage. Il a ajouté que ce système, dont la mise en œuvre a déjà commencé par l'Algérienne des Eaux, constituera "une solution efficace pour une meilleure gestion du temps et pour éviter les problèmes techniques qui entravent la gestion du réseau d'eau", permettant ainsi d'atteindre des résultats positifs dans l'amélioration du service public pour les citoyens. M. Derbal a souligné que cette initiative s'inscrit pleinement dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui vise à numériser tous les services publics pour un impact direct et rapide sur les prestations fournies aux citoyens. Le ministre a également indiqué que d'autres projets similaires seront rapidement réalisés à l'échelle nationale, avec pour objectif de permettre la gestion à distance de l'ensemble des installations dédiées à l'eau potable. Lors de sa visite au centre de télégestion du réseau d'eau potable au chef-lieu de la wilaya, il a salué cet équipement moderne, qui couvre actuellement les réseaux des communes de Saïda, Ouled Khaled et Aïn El Hadjar, avec une extension prévue à l'avenir pour inclure toutes les autres communes.